

# Le fil rouge

REVUE TRIMESTRIELLE  
DÉPARTEMENTALE  
D'HISTOIRE SOCIALE

1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2018  
N°64 - 12 €



## Voyage en terres d'espoir





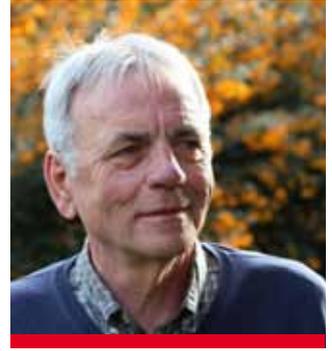
# Pour un embarquement immédiat

Le syndicalisme, à la lecture de toutes ces vies dédiées au combat de classe, ne se résume pas à ce qui apparaît à la surface des choses et de l'actualité. On ne peut en aucun cas le réduire à la lutte et à la grève, même si cette dernière s'avère indispensable pour garder la tête haute. Le syndicalisme, c'est aussi le partage, la camaraderie, la solidarité, la fraternité, la lecture, en un mot tout ce qui peut permettre de s'approprier une culture qui rend les femmes et les hommes en mesure de se défendre mieux eux-mêmes en défendant les autres. Le syndicalisme c'est tout à la fois du concret et de l'efficacité, au quotidien, pour la défense des intérêts particuliers et collectifs et un projet de transformation sociale de la société. Se syndiquer, hier comme aujourd'hui, constitue un élément majeur du rapport des forces entre le capital et le travail.

Le militantisme ? Quoi de commun entre hier et aujourd'hui ? Il y a d'abord ce qui est repérable dans la similitude : la volonté de servir une cause, une idée... bénévolement. Peut-être même un idéal, ce qui est encore mieux. Nous venons de vivre une période où toutes les espérances de changer de société, de changer la vie, ont été cruellement déçues. Nous vivons sous le coup de cette amère déception. Réfléchissons ensemble afin de conforter l'esprit de combat et de lutte, pour rechercher ce qui peut-être mis en commun pour agir. On ne peut s'en remettre au passé, c'est aujourd'hui qu'il s'agit d'unir pour transformer la société dans le sens de la justice sociale et de la paix.

Il est devenu de bon ton, dans les cercles du grand patronat, du pouvoir et des boursicoteurs, de parler du monde d'avant. Toutes ces vies d'hier et celles d'aujourd'hui, dans le combat commun et quotidien avec l'ambition de ne pas se résigner à la fatalité du malheur ne représentent pas un monde révolu, il est celui de l'avenir qu'il nous reste à imaginer et à construire.

**Jacky Maussion**



## Sommaire

Gracchus Babeuf.....	p.6 et 7
Louis Durand dit Durand-Neveu.....	p.7 et 8
Jeanne Deroin.....	p.8 et 9
Alphonse Baudin.....	p.10
Elisée Reclus.....	p.10, 11 et 12
Louise Michel.....	p.12, 13 et 14
Jules Durand.....	p.15, 16, 17 et 18
Edouard Charles.....	p.19
Henri Gautier.....	p.20, 21 et 22
Yvonne et Louis Jouvin.....	p.23, 24 et 25
Rudolf Pfandlbauer.....	p.25
Colette Privat.....	p.26, 27 et 28
Rosa Leroy.....	p.29
Jean Puech.....	p.30
Robert Lefranc.....	p.31
Irénée Bourgois.....	p.31, 32 et 33
Marcel Dolique.....	p.33 et 34
Jean Garraud.....	p.34, 35, 36 et 37
Louis Eudier.....	p.37, 38 et 39
Edwy Plénel : <i>Voyage en terres d'espoir.....</i>	p.40
Des voix pour le dire.....	p.41 et 42

# Voyage en terres d'espoir

On ne vit pas des mois à lire ou à relire des centaines de pages, à écouter, réécouter des dizaines et des dizaines de témoignages consacrés à tous ces témoins de notre histoire sociale, sans se laisser gagner par une véritable curiosité pour ces femmes et ces hommes. On ne va pas non plus à la recherche du moindre détail les concernant sans être pris par une profonde émotion, un profond respect pour ces militantes, ces militants, et la portée de leurs actes. Au final, des parcours aussi divers les uns que les autres et dont chaque évocation en dit long sur le sens du mot engagement.

Aux côtés des auteurs du *Maitron*, de bien d'autres passionnés par ce «Voyage en terres d'espoir» notre Institut avec ce *Fil rouge* ambitionne de vous faire partager son enthousiasme pour cette transmission d'empreintes de vies au service de l'émancipation du progrès... Résonance et vérifiable action en vérité pour un élan mobilisateur.

Une lecture précieuse par conséquent, si l'on considère qu'il est difficile de savoir où l'on va quand on ne sait pas d'où l'on vient.

Ainsi, comme hier, la responsabilité du syndicalisme est grande aujourd'hui. Sa crédibilité se joue toujours autant sur sa capacité à organiser, rassembler, à conjuguer le pluralisme et l'efficacité, à être confiant et faire confiance aussi à cette nouvelle génération de femmes et d'hommes qui, à son tour désormais, a en charge d'écrire d'autres chapitres de cette histoire, bien commun à nous toutes et tous...

Sylvain Brière

**« Un homme libre, quel qu'il soit, est plus beau que le marbre et il n'y a pas de nain qui ne vaille un géant quand il porte le front haut et qu'il a le sentiment de ses droits de citoyen dans le cœur »** Charles Baudelaire, *La beauté du peuple*.

**« L'histoire n'est jamais finie, elle ne fait que nous attendre » selon la jolie formule d'Edwy Plénel, auteur de l'ouvrage « Voyage en Terres d'espoir » qui nous embarque pour une promenade dans « Le Maitron », le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier.**

Une lecture théâtralisée, inspirée de cet ouvrage, a eu lieu le 28 novembre 2016 à Paris, à la maison des Métallos. Ce voyage dans « Le Maitron », nous l'avons souhaité pour ce qui nous concerne à l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime, au gré de nos étapes à Petit-Quevilly, à Dieppe, à la Fête de l'Humanité, au Tréport, à Gonfreville-l'Orcher... le plus proche possible des réalités de notre département. Ainsi, nous allons croiser des femmes et des hommes, comme nous tous, qui ont douté, se sont interrogés, ont vécu des drames et des échecs sans voir la République démocratique, sociale et universelle qu'ils espéraient. Mais ils nous ont légué un bel héritage, celui de leurs combats contre l'injustice, pour l'égalité, et celui des grandes conquêtes sociales.

## JEAN MAITRON

■ L'historien n'échappe pas à l'Histoire. Vous raconter l'aventure du *Dictionnaire*, c'est aussi vous parler de moi... Mais que sait-on des hommes et des femmes, la partie émergée de l'iceberg, c'est déjà passionnant. Car, dès ma naissance, en 1910, je suis entré en République comme on entre en religion. Je m'explique : mon grand-père, Simon, était profondément républicain. Cordonnier à La Charité-sur-Loire, il avait refusé, après l'écrasement de la Commune, de servir dans l'armée sous le gouvernement de M. Thiers. Il avait connu Louise Michel, qui ne manquait jamais de lui rendre visite lorsque ses tournées la conduisaient dans la région.

Mes parents, instituteurs, étaient eux-aussi marqués de cette culture républicaine sociale et profondément laïque. Les sympathies de mon père allaient également vers le mouvement libertaire et aussi vers le communisme, les pensées politiques sont complexes et je me souviens qu'enfant, il lui arrivait de me réveiller sur l'air de *La Ravachole* :

*Dansons la Ravachole*

*Vive le son, vive le son*

*Dansons la Ravachole*

*Vive le son d'explosion...*

Avec cette éducation, mes propres aspirations allaient elles-aussi, forcément, vers le mouvement ouvrier. Tenez, par exemple : je me souviens avoir vidé ma tirelire, à tout juste onze ans, pour venir en aide aux affamés de Russie. C'est *l'Huma*, je crois, qui avait lancé cette souscription.

Après mes études, c'est assez naturellement que je suis moi-même devenu instituteur, et militant. Mais l'Histoire était restée ma passion. Plus encore, pendant l'Occupation, elle fut ma bouée de sauvetage et, dès lors, j'avais décidé de me consacrer à l'élaboration d'un *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. En créant le *Dictionnaire*, j'avais dans l'idée d'inverser le cours des recherches historiques. Nous étions dans les années 1950, et le culte de personnalité battait son plein. En France, l'enseignement de l'histoire se contentait de brandir la sempiternelle figure des « grands hommes ». Or, à la question de savoir qui fait l'histoire, je voulais montrer, par l'exemple, que ce sont les obscurs et sans grades, ceux dont on ne parle jamais et dont on ne cherche guère la trace, qui font évoluer les sociétés.

La rédaction et la mise en forme du premier volume aura pris six années. Dès le début, j'avais pensé ce *Dictionnaire* par période et par ordre alphabétique. Ainsi, en 1964, paraissait le premier volume de

la période 1789-1864, celle de la naissance du mouvement ouvrier.

Les origines du mouvement ouvrier prenant évidemment racine dans la Révolution française, il fallait inclure au *Dictionnaire* les figures de ce tournant. Aussi, le premier tome comprenait entre autres la biographie de Gracchus Babeuf



Gracchus  
babeuf

### GRACCHUS BABEUF

Je suis né le 23 novembre 1760, à Saint-Quentin, dans l'Aisne. Né dans une famille pauvre, j'ai commencé à travailler à l'âge de douze ans, comme terrassier pour le percement du canal de Picardie. Après avoir exercé bien des métiers, je suis entré comme apprenti chez un commissaire, où mon travail consistait à permettre aux propriétaires de seigneuries de réactiver l'exploitation féodale pour se créer des rentes. Dans la poussière des archives, j'ai ainsi

découvert et surtout compris les méthodes d'usurpation de la caste noble.

Je me suis alors instruit, ai beaucoup lu, et c'est dans les années qui ont suivi que j'ai forgé ce qui allait devenir ma pensée révolutionnaire. À la fois fasciné et inquiet des flambées de violence, j'ai suivi le début de la Révolution à distance. C'est en 1796, après m'être longtemps occupé d'un journal, *Le Tribun du Peuple*, que mon rôle dans la Révolution a pris une autre envergure. Avec six autres personnes, nous avons fondé le Comité insurrecteur, qui avait pour but de renverser le Directoire. Sylvain Maréchal, l'un des nôtres, rédigea le *Manifeste des Égaux*, qui nous divisa sur certains points, et nous avons fait parmi les soldats et les ouvriers une intense propagande. Le Manifeste s'ouvrait ainsi :

« PEUPLE DE FRANCE !

*Pendant quinze siècles tu as vécu esclave, et par conséquent malheureux. Depuis six années tu respirez à peine, dans l'attente de l'indépendance, du bonheur et de l'égalité.*

*L'Égalité ! premier vœu de la nature, premier besoin de l'homme, et principal nœud de toute association légitime ! Peuple de France ! tu n'as pas été plus favorisé que les autres nations qui végètent sur ce globe infortuné !... Toujours et partout la pauvre espèce humaine livrée à des anthropophages plus ou moins adroits, servit de jouet à toutes les ambitions, de pâture à toutes les tyrannies. Toujours et partout, on berça les hommes de belles paroles : jamais et nulle part ils n'ont obtenu la chose avec le mot. De temps immémorial on nous répète avec hypocrisie, les hommes sont égaux, et de temps immémorial la plus avilissante comme la plus monstrueuse inégalité pèse insolemment sur le genre humain. Depuis qu'il y a des sociétés*

*civiles, le plus bel apanage de l'homme est sans contradiction reconnu, mais n'a pu encore se réaliser une seule fois: l'égalité ne fut autre chose qu'une belle et stérile fiction de la loi. Aujourd'hui qu'elle est réclamée d'une voix plus forte, on nous répond: Taisez-vous misérables! l'égalité de fait n'est qu'une chimère; contentez-vous de l'égalité conditionnelle; vous êtes tous égaux devant la loi. Canaille que te faut-il de plus? Ce qu'il nous faut de plus? Législateurs, gouvernants, riches propriétaires, écoutez à votre tour.»*

Pourtant, dénoncés, nous avons été arrêtés dès le 10 mai de cette même année. Nul besoin d'épiloguer pour imaginer quel fut mon sort. Condamné à mort pour complot, à l'annonce du verdict, je me suis frappé le cœur de plusieurs coups de stylets, sans parvenir à mettre fin à mes jours. C'est mourant que l'on m'a conduit, le lendemain, à la guillotine.

### JEAN MAITRON

■ Avec la Révolution française sont nées les prémices d'un mouvement ouvrier dans le pays. Rouen ne fait pas exception à la règle. Dans les années 1847-1848 une première poussée révolutionnaire verra le jour à Rouen à l'occasion des émeutes pour une république sociale, organisées par des associations ouvrières, ancêtres des syndicats. Un de ces organisateurs bien souvent clandestin, compte tenu de l'application de la loi « Le Chapelier », Durand-Neveu, eut un parcours atypique.

### LOUIS DURAND dit DURAND - NEVEU

■ J'étais commerçant à Rouen. Le « Parti de l'ordre » ces monarchistes réunis autour de M. Thiers, m'accusait de malversations

au prétexte que les ateliers communaux, que nous avons créés à Rouen, prêtaient aux « Clubs rouges » des missionnaires, soi-disant irrespectueux de la liberté individuelle. La lutte de classe avait déjà cette physionomie.

Au moment où éclatent les événements d'Avril 1848 à Rouen, les mouvements ouvriers qui étaient jusqu'ici défensifs, deviennent offensifs. Dès le 25, des groupes d'ouvriers parcoururent les rues de Rouen en criant « À bas les Anglais, vive la république » et en chantant la Marseillaise. Pour le peuple, les responsables de la misère étaient le machinisme, l'aide technique anglaise. La colère s'en prit aux chemins de fer et dans la soirée du 25 et celle qui suit, les deux gares, rue Verte et Saint-Sever furent saccagées aux cris de : « *Mort aux Anglais et aux chemins de fer* » Les ponts ferroviaires furent incendiés, coupant la ligne entre Paris et Rouen. Lorsque le 27 avril, vers 5 h30 du soir un coup de feu parti, place de l'Hôtel de ville, cela mis le feu aux poudres, et des barricades furent montées, là où habitaient les ouvriers du textile dans le quartier de Martainville, le Clos Saint-Marc. Celle de la rue des Arpents étant la plus spectaculaire. Sur la rive gauche de Rouen, cinq barricades furent

1848, barricades à Rouen.



## « Comme on le voit les débuts du mouvement ouvrier furent tumultueux, bouillonnants, la répression de l'État bourgeois, fut cinglante. »

élevées, dont une énorme rue Saint-Julien défendue par 700 hommes.

La troupe forte de 700 hommes d'infanterie, de la garde nationale, d'une section d'artillerie, de trente hussards et vingt-cinq dragons, concentrèrent leur force sur la barricade de Saint-Julien. Deux bataillons du 52<sup>e</sup> de ligne et le 19<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale de Paris arrivèrent à Rouen et mirent un terme à la révolte.

La police procéda à 521 arrestations. Il en restait 81 au procès qui eut lieu par prudence, dans le Calvados à Caen, où les jurés étaient des propriétaires fonciers.

Au procès, du 13 novembre au 4 décembre 1848, je fus accusé d'avoir tout organisé, d'avoir tenu en main tous les clubs démocratiques de Rouen. C'était invraisemblable ! Je fus condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le procès de Caen ayant été cassé, je fus renvoyé devant les assises de l'Orne. Là, ils me condamnèrent à la déportation. J'ai tenté de m'évader de la prison d'Alençon en mai 1849, mais sans succès.

En 1850, ils me transférèrent à la citadelle de Doullens dans la Somme, puis ils m'enfermèrent au bagne de Belle-Île-en-Mer le 24 octobre 1850. J'obtins ma grâce en 1852, en échange d'un bannissement.

### JEAN MAITRON

■ Comme on le voit les débuts du mouvement ouvrier furent tumultueux, bouillonnants, la répression de l'État bour-

geois, fut cinglante. Une autre belle figure d'animatrice de ces luttes me revient, celle de Jeanne Derouin, féministe.

### JEANNE DEROUIN

■ Je suis née à Paris, en 1805. Après avoir été ouvrière lingère, j'ai fondé, en 1832, une école destinée à recevoir les enfants pauvres, que j'ai dirigée durant plus de quinze années. D'adepte de Saint-Simon, qui avait marqué ma génération, je suis devenue socialiste, et les journées de février m'ont convaincu de me lancer à mon tour dans la propagande.

Louis-Philippe était renversé, et nous vivions de nouveau en république. Néanmoins, tout était à faire et, si je lisais alors les théoriciens les plus connus, j'étais déjà en désaccord avec eux sur de nombreux points, en particulier sur la question de la femme et de son émancipation. Ainsi, lorsque Proudhon affirma que la femme n'avait pour alternative que d'être « ménagère ou courtisane », je lui ai répondu dans une lettre ouverte, en disant « esclave et prostituée ou libre et chaste, pour la femme il n'y a pas de milieu. La prostitution est le résultat de l'esclavage de la femme, de l'ignorance et de la misère ». Comme le disait Flora Tristan, la femme était déjà, à l'époque, « la prolétaire du prolétaire » et nous avons donc décidé, avec des femmes comme Pauline Rolland ou Eugénie Niboyet, de fonder le Club de l'émancipation des femmes. Nous éditons alors notre journal, « *La Voix des femmes* ». La libération de la femme ne constituait pourtant pas notre unique revendication. Plus largement, c'est l'émancipation des travailleurs que nous exigeons, et l'instruction que nous concevions comme l'un des principaux moyens d'y parvenir. Les clubs et associations ouvrières fourmillaient, et nous avions l'ambition de les rassembler,

pour plus d'efficacité. Nous avons donc créé l'Union des associations. Mais très vite, tandis que le front de l'empereur perçait le masque du président Bonaparte, nous avons dû faire face à une forte répression. Emprisonnée, j'écrivis à l'Assemblée pour alerter ses membres du tournant liberticide que prenait l'État. La lettre en question établissait un bilan que je voulais réaliste des révolutions passées: « *Les révolutions ne peuvent produire le bien-être vers*

*lequel aspirent les classes souffrantes, elles servent presque toujours de marchepied à quelques ambitieux pour arriver au pouvoir, et lorsqu'ils y sont parvenus, ils continuent les habitudes du passé.* » À ma sortie de prison, mon mari, licencié, était devenu fou, mes enfants, placés. Puis ce fut le coup d'État de 1851 et, menacée, j'ai dû quitter le pays pour l'Angleterre, tandis que mourrait, sur la dernière barricade du faubourg Saint-Antoine, le député Baudin.



Jeanne Deroin

## ALPHONSE BAUDIN

■ C'était le 3 décembre. La veille, Louis-Napoléon, dit Napoléon le Petit, comme le dira Victor Hugo, qui était président de la République depuis deux ans, avait fomenté son coup d'État. Avec une quinzaine de mes collègues de l'Assemblée, nous avons décidé de sauver ce qui pouvait l'être, et de tenter un ultime renversement. Pour cela, il nous fallait mobiliser les faubourgs de la capitale et surtout armer le peuple de Paris.

Deux postes furent pris, et les cent cinquante ouvriers que nous avons rassemblés furent armés. Nous avons monté une barricade modeste à l'angle de la rue de Cotte et de la rue Sainte-Marguerite. Pour ma part, j'avais pris position sur le toit d'un omnibus que nous avons placé là. L'armée nous faisait face. Quelques hommes en blouse, embrigadés, nous crièrent « *À bas les 25 francs* » – c'était le salaire journalier des députés –, à quoi j'eus l'idée de répondre « *Vous allez voir comment on meurt pour 25 francs !* »

C'est, je crois, une incompréhension qui mit le feu aux poudres. Nous croyant attaqués, l'un de nous tua un jeune conscrit, et l'armée répliqua. Trois balles m'ont atteint...

Page de gauche:  
Élisée Reclus  
wikimedia.org

Ci-dessous:  
Alphonse  
Baudin sur  
la barricade  
gallica.bnf.fr



## JEAN MAITRON

■ Les revendications ouvrières et l'essor des idées socialistes ne s'arrêtent pas avec le coup d'État. Tout comme le *Dictionnaire*, dont la deuxième période (1864-1871) permettait d'aborder un tournant dans l'histoire ouvrière : celui de la constitution d'une Première Internationale, période qui se clôt avec l'épisode tragique de la Commune de Paris.

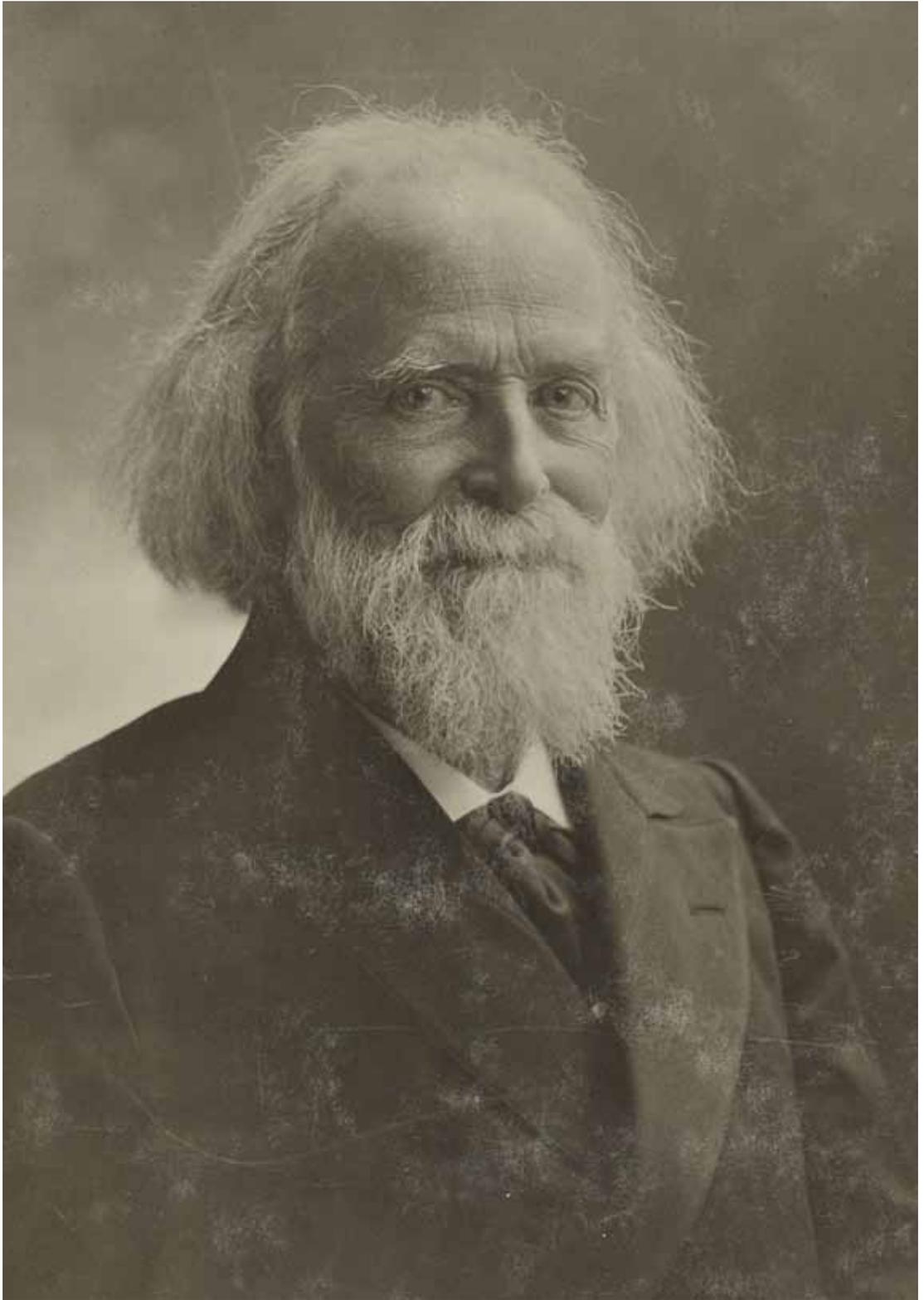
Témoin privilégié de cette période brève mais décisive, Élisée Reclus présente lui aussi un parcours exemplaire, une vie intense qui fait le lien avec le dernier dix-neuvième siècle.

## ÉLISÉE RECLUS

■ J'aurai dû devenir pasteur, comme mon père, si les aléas de la vie n'avaient fait de moi un géographe et si, ma vie durant, je n'avais consacré mes forces à la propagande et au développement de nos idées. Dans ma jeunesse, mon exil en Amérique du Nord m'a permis de me confronter à l'esclavage et, dès lors, je suis devenu proudhonien. Avec mon frère, Élie, nous avons vécu la naissance et les espoirs de la Première Internationale.

Puis ce fut la Commune de Paris. Membre en qualité de garde du 119<sup>e</sup> bataillon, j'ai œuvré à la défense de Paris mais, après le Semaine sanglante qui vit périr plusieurs milliers des nôtres, j'ai été détenu puis suis passé en jugement. Tandis que les condamnations à mort pleuvaient devant le conseil de guerre, c'est sans aucun doute ma profession universitaire et mon métier de savant qui m'ont évité d'être fusillé à mon tour. Condamné à la déportation, je me suis pourtant refusé à tout recours en grâce et, finalement, avec l'amnistie de 1879, ma peine a été commuée.

Ayant forgé dans ces années mes convic-



tions anarchistes, je me suis rendu en Suisse, où de très nombreux compagnons animaient déjà ce qui était en train de devenir un mouvement libertaire.

À Genève, j'ai participé à la fondation d'un journal, *Le Révolté*, qui allait devenir l'organe de notre courant communiste libertaire. Je ne suis revenu vivre en France qu'un bref moment et, ayant été nommé professeur à l'université libre de Bruxelles, je me suis installé en Belgique, où j'ai vécu jusqu'à ma mort.

Notre jeune mouvement libertaire avait connu, dans les années 1880, une période de développement et de grande maturation théorique à laquelle tous participaient activement. Mais certains, parmi nos compagnons, prenaient déjà fait et cause pour la « *propagande par le fait* », c'est-à-dire l'organisation d'attentats. Malgré nos vives réserves, et souvent nos oppositions frontales à cette ère des attentats, nous en avons été premières victimes lorsqu'en réaction, le gouvernement a entrepris de frapper le mouvement anarchiste dans son entier. Le procès des Trente, qui s'est tenu en août 1894, en témoigne. Parmi les trente inculpés, trois seulement étaient des cambrioleurs, tandis que les autres n'étaient coupables que d'avoir énoncé leurs principes. Félix Fénéon comptait parmi eux, et s'il ne fut pas condamné, ce n'est pourtant pas faute d'avoir tenu tête à ses juges, avec le goût de la provocation dont il avait le secret.

### JEAN MAITRON

■ Cette époque du mouvement ouvrier naissant, fut marquée par des figures, dont nos rues, nos écoles portent aujourd'hui quelquefois le nom. Retrouvons un court instant celle qui vint à plusieurs reprises en Seine-Inférieure: Louise Michel.

### LOUISE MICHEL

■ Ah, je les connais bien les ouvriers de Seine-Inférieure, ceux de Dieppe, ceux du Havre. J'ai même écrit un poème sur les conditions de travail de ceux de Rouen en 1865.

Le 9 novembre 1880, je revins de déportation, par Newhaven, à Dieppe. Cela faisait 7 ans qu'avec mes compagnons nous étions déportés en Nouvelle Calédonie, pour avoir participé, en tant que Garde nationale aux barricades de la Commune de Paris, menacée par les versaillais de cet assassin de Thiers.

Quelle foule à Dieppe, sur le quai Henri IV! J'y est retrouvée ma vieille camarade de déportation Nathalie Le Mel, Louis Detré, l'imprimeur de « *L'impartial* », le Tailleur Mékerke et Gustave Renard, l'ivoirier.

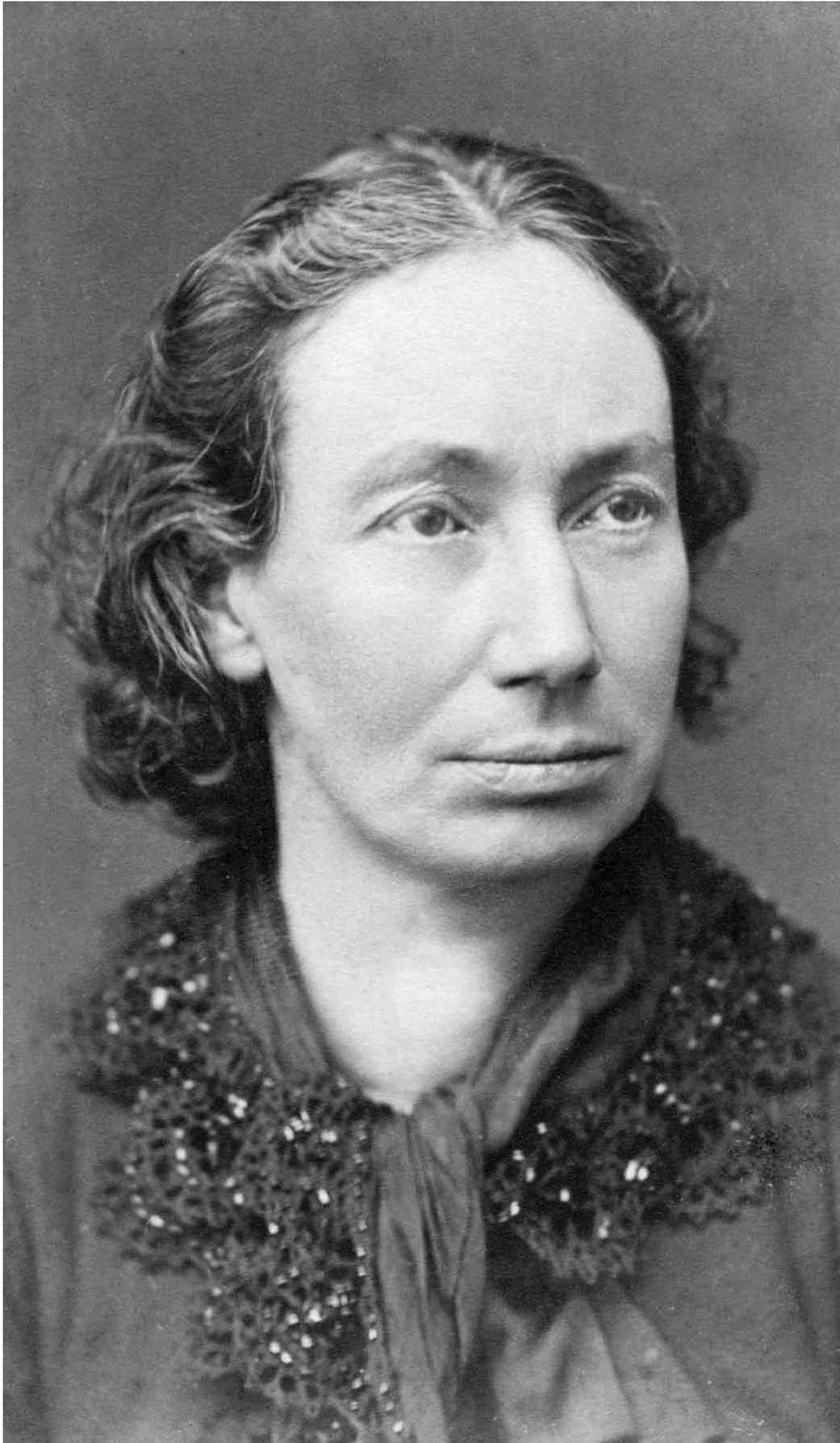
Après avoir bu un bol de bouillon dans un bistrot du port, nous nous sommes rendus en cortège à la gare, où je pris le train pour Saint-Lazare.

Là m'attendait sur le quai Clemenceau, Henri Rochefort, Louis Blanc et une foule immense estimé à 50 000 personnes suivant la police, et 200 000 d'après mes camarades qui eurent le courage de passer les barrages policiers si nombreux.

Huit ans après cet épisode, ayant repris mes conférences sur « *Le Capital - Le Travail - La misère* », je vins au Havre le 22 janvier 1888 pour deux meetings.

Le premier au théâtre de la Gaîté, le dimanche matin, le second l'après-midi à la salle de l'Élysée, dans le quartier très populaire du Rond-Point.

Il y avait du monde à L'Élysée, près de deux mille personnes. Alors que j'avais commencé ma conférence en disant notamment: « *Le Capital doit disparaître car les usines ne sont rien s'il n'y a pas d'ouvriers. Il faut que nous sortions de l'auge ou chacun se pousse du coude. Nous y arriverons par l'instruction que les humbles et les pauvres*



**Louise Michel**  
wikipedia.org

## « Tout à coup, on entendit une détonation. Pierre Lucas, qui a tenté de m'assassiner est debout derrière moi. »

*ne peuvent avoir aujourd'hui.* » je poursuivis ma conférence en m'en prenant directement au gouvernement: « *Mais peut-on donner ce nom à un ramassis de dupeurs, de voleurs ?* » Il y eut, dans la salle, à ce moment, des protestations, des coups de de sifflets. « *Et quoi, continuais-je, refusez-vous ces épithètes aux gens qui ont fait l'expédition du Tonkin, et toutes ces opérations véreuses qui s'y rattachent: trafic de décorations de Wilson, le gendre de M. Grévy... Il faut que la société se renouvelle, et nous voudrions que ce ne soit pas dans le sang. C'est par la paix et le travail que nous voudrions l'atteindre. Mais si les bourgeois ne veulent pas être avec nous, la Révolution qui est inéluctable, se fera contre eux. Elle se fera avec nous, avec vous ou contre vous. Choisissez.* »

Un contradicteur dans la salle me demande alors: « *Mais où vont les bénéficiaires de ses conférences ?* » je lui répondis du tac au tac: « *Vous le savez, ils vont aux pauvres, aux caisses de grèves, au mouvement anarchiste.* »

L'un de ces contradicteurs, alors que je continuais de parler, monta à la tribune, et s'assieds sur une chaise. Il bredouilla des mots incohérents: « *je ne vous parlerais pas d'un français rectal. Je ne suis ni un voleur ni un assassin. Je suis breton* » dit-il. « *Je n'y comprends rien* » déclarais-je alors aux journalistes présents.

Tout à coup, on entendit une détonation. Pierre Lucas, qui a tenté de m'assassiner est debout derrière moi.

Il a tiré deux fois. La première balle s'est logée dans le temporal gauche, l'autre dans la doublure de mon chapeau. Je garderais toujours cette balle dans ma tête.

Bien que je n'ai pas porté plainte, une enquête fut ouverte. Parait-il que Pierre Lucas déclarât à la police: « *Si je l'ai frappée, c'est que cette idée m'est venue dans la tête. J'étais exaspéré. J'avais bu beaucoup et je n'ai pas compris ce qu'on disait. Je n'ai pas l'instruction nécessaire* »

Pour ma part, je déclarais au procureur que mon agresseur était sûrement un pauvre hère qui relève plutôt de la médecine que de la justice.

Dans les milieux anarchistes, on estimera que Lucas était un agent secret de la préfecture de police chargé de se débarrasser de moi, ou bien des orléanistes dont la propagande, en Normandie, était une des plus active à cette époque.

J'ai écrit à la femme de Pierre Lucas: « *Apprenant votre chagrin, je désirerais vous rassurer. Comme il est inadmissible que votre mari ait agi avec discernement, il est impossible qu'il ne vous soit pas rendu...* ». je répondis également à Lucas qui m'avait écrit de la prison du Havre: « *Votre lettre m'a fait grand plaisir: elle prouve, une fois de plus, que nous avons raison de vous considérer comme hallucinée, et par conséquent, comme ne pouvant être jugée...* »

Et je lui ai écrit un poème intitulé *Le Breton*: « *...Ce fils des côtes d'Armorique, des côtes où hurle la mer, s'en allait songeur et mystique... Qu'il reste libre dans son ombre, pour lui nous n'avons pas de loi* »

C'est mon avocat Maître Laguerre qui défendit Lucas. Pierre Lucas sera acquitté et décèdera en janvier 1890 d'une phtisie. Lors des obsèques de Louise Michel, au cimetière de Levallois, le 21 janvier 1905, une foule estimée à 120 000 personnes l'accompagnait. Une délégation d'anarchistes havrais s'y rendra.

### JEAN MAITRON

■ La période des attentats anarchistes est bien connue et a laissé de vifs souvenirs. Pourtant, le mouvement libertaire de la Belle Époque (au tournant du siècle), c'est aussi, et surtout, celui qui investit le syndicalisme révolutionnaire et qui, en donnant naissance à un véritable syndicalisme de masse, permet un tournant du mouvement ouvrier et social, L'affaire Jules Durand illustre bien ce moment charnière juste avant la grande guerre, alors que le syndicalisme commençait à s'organiser, la jeune CGT avait tout juste 25 ans.

### LA COUR

#### LE PRÉSIDENT

■ Présentez-vous à la cour.

#### LE COMMISSAIRE HENRY

■ Albert-Eugène Henry, chef de la sûreté, commissaire de police.

#### LE PRÉSIDENT

■ Voulez-vous relater les faits à la cour, le résultat de votre enquête...

#### LE COMMISSAIRE HENRY

■ Jamais aucun de mes hommes, qui ont participé à toutes les réunions dans la salle Franklin ne m'ont rapporté les propos qui sont depuis le début de ce procès reprochés à Jules Durand et aux frères Boyer. L'enquête que j'ai diligentée sur Durand révèle un homme convaincu, certes, mais doué de réflexion et de modération, incapable en tout cas des crimes qui lui sont reprochés dans l'acte d'accusation. Par contre les renseignements que j'ai sur le sieur Dongé, le décrivent comme un homme emporté, souvent en état d'ébriété, lequel, incontestablement le soir des faits, était muni d'une arme à feu.

J'ajouterais, M. le Président, que le laps de temps écoulé entre la prétendue décision de liquider Dongé et la rixe, le 9 septembre, c'est-à-dire 10 jours plus tard, ainsi que le caractère fortuit du face à face entre Dongé et ses adversaires, rendaient caduque toute idée de préméditation.

### L'AVOCAT GÉNÉRAL

■ Monsieur le chef de la sûreté, en votre âme et conscience, pourriez-vous jurer, qu'en dehors de votre présence ou de celles de vos hommes, Durand n'a pas exigé de ses costauds attirés, la mort du malheureux Dongé.

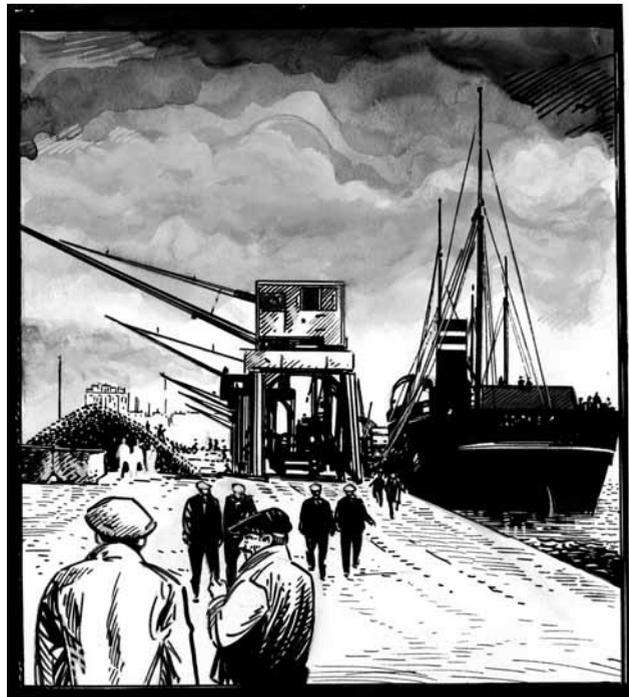
### LE COMMISSAIRE HENRY

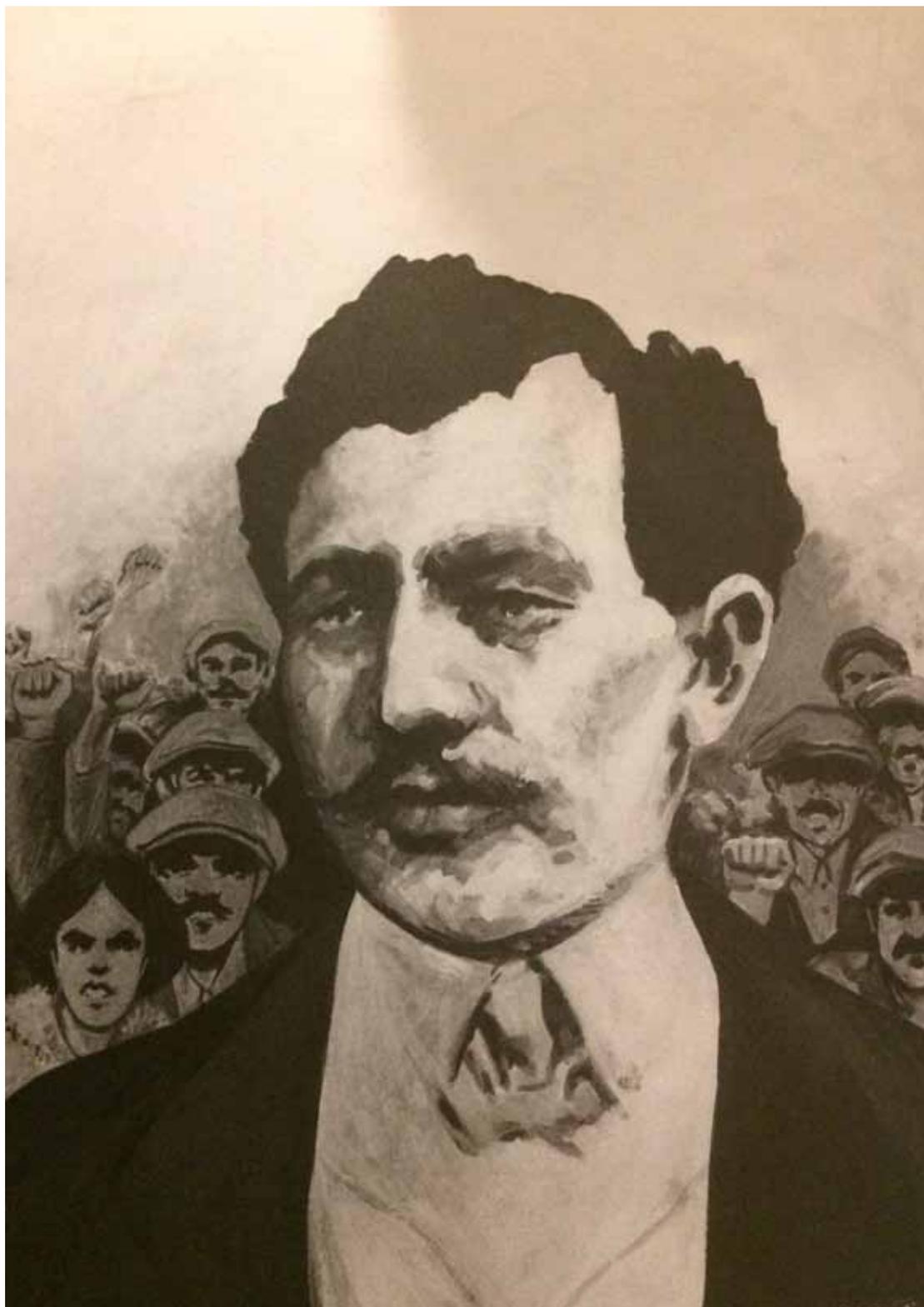
■ Comment pourrais-je affirmer une chose pareille ?

### L'AVOCAT GÉNÉRAL

■ C'est tout ce que nous voulions savoir M. Le Chef de la sûreté !

le port du Havre  
par Lionel  
Makowski  
dit Mako





**LE PRÉSIDENT**

■ Maître Coty, voudrait savoir si Durand est, contrairement aux autres ouvriers charbonniers, un homme sobre ?

**LE COMMISSAIRE HENRY**

■ Oui, absolument. Je ne trahirais pas un secret en vous rappelant que ses camarades le surnomment avec malice *le buveur d'eau*. Il n'a jamais subi de condamnation, et vit chez ses parents qu'il semble bien aimer, tout autant que ses compagnons de travail d'ailleurs.

**JULES DURAND**

■ J'ai toujours dit aux ouvriers qu'il fallait supprimer l'alcool.

**L'AVOCAT GÉNÉRAL**

■ On peut constater que dans ce procès, aucune pression d'aucune sorte n'est et n'a été exercée. Et que même la police tient à ne pas charger un accusé que messieurs les jurés, seuls, ont le droit de juger.

**LE PRÉSIDENT**

■ Nous le savions déjà, messieurs les jurés apprécieront.

**LE PRÉSIDENT**

■ Témoin, présentez-vous et jurez de parler sans haine et sans crainte

**LE TÉMOIN**

■ Je le jure. Durand m'a dit que son syndicat n'était pas un syndicat comme les autres ; qu'il était révolutionnaire, avec des anarchistes à sa tête.

**JULES DURAND**

■ Je suis un révolutionnaire ! Quel honnête homme voudrait conserver un système social qui accule les ouvriers à la misère et à l'alcoolisme ? Et oui, je suis syndicaliste ! Quel honnête homme ne serait

pas syndicaliste lorsqu'on voit les gouvernements, véritables associations de profiteurs, protéger et défendre...

**LE PRÉSIDENT** (*L'interrompant*)

■ Accusé, dans votre intérêt je vous retire la parole !

**LE TÉMOIN**

■ Il a ajouté que si son père, en temps de grève ne faisait pas grève, il faudrait le supprimer, lui aussi, comme les autres. Son père !

## « Quel honnête homme voudrait conserver un système social qui accule les ouvriers à la misère et à l'alcoolisme ? »

**JULES DURAND**

■ Je connais cet homme. Il est mon cousin. Regarde-moi dans les yeux, et maintenant devant ton bon dieu, tu sais que je peux te souhaiter d'aimer ton père autant que j'aime le mien ! Cet homme, monsieur le Président, qui vient ici de mentir contre moi, je l'ai fait condamner en Conseil de prud'hommes pour vol !

**L'AVOCAT GÉNÉRAL**

■ Taisez-vous Durand ! une amnistie vous interdit de rappeler cette histoire. De plus, Durand avec le mot « Dieu » dans la bouche, vous croyez-vous en train de prêcher dans la chaire de Notre-Dame ? Et pensez-vous que la place vous soit bonne, accusé d'assassinat, pour nous donner des leçons de morale ?

**LE PRÉSIDENT**

■ Messieurs les jurés apprécieront... La cour !

Page de gauche :  
Jules Durand  
par Lionel  
Makowski  
dit Mako

### LE PRÉSIDENT

■ Attendu que le jury a déclaré Durand, coupable d'avoir provoqué le crime par dons, promesses, menaces, abus d'autorité, machinations et artifices avec préméditation et guet-apens, condamne Durand, Jules, à la peine de mort. Le condamné aura la tête tranchée sur l'une des places publiques de la ville.

### JEAN MAITRON

■ Passé un moment de stupeur générale, le mouvement de solidarité s'enclencha, orchestré par l'Union syndicale Havraise. La grève fut générale au Havre dès le 28 novembre. Le comité confédéral de la CGT appela à la solidarité et dénonça les responsabilités d'Aristide Briand dans le comportement de l'avocat général.

Ben Tillett et la Fédération internationale des Ports et Docks entraînent des mouvements de solidarité chez les dockers britanniques et américains. En décembre, Francis de Pressensé et la Ligue des droits de l'Homme entrèrent dans la protestation. La commutation de la peine de mort en sept ans de réclusion, le 1<sup>er</sup> janvier 1911, ne fit qu'augmenter l'indignation.

Émile Glay, Alcide Delmont et surtout le député de l'Aube, Paul Meunier, menèrent une vive campagne qui aboutit le 15 février à la grâce et à la libération de Jules Durand avant la révision.

Il fut libéré le 16 février 1911 : Un meeting l'accueillit triomphalement au Havre.

Les semaines suivantes, cependant, sa santé mentale se détériora considérablement.

Durand, qui avait eu une violente crise de nerfs au prononcé du jugement, avait été maintenu quarante jours en camisole de force. Il ne devait jamais s'en remettre. Bientôt interné à l'hôpital du Havre, il fut transféré, le 5 avril 1911, à l'asile d'aliénés de Quatre-Mares, à Sotteville-lès-Rouen. La révision, entreprise en 1912 par la cour de cassation, proclama l'innocence de Durand le 15 juin 1918. Mort le 20 février 1926 à Sotteville-lès-Rouen, Jules Durand ne recouvrit jamais sa santé et ne sut jamais qu'il était considéré « finalement » (mais trop tard) comme innocent.

Les années 1930 marquent un coup majeur, à l'échelle internationale. la marche sur Rome de Mussolini, l'arrivée de Hitler au pouvoir, et, bien entendu, le coup d'État franquiste en Espagne font planer une ombre brune sur l'Europe. Certes des réactions existent. Les Brigades internationales se battent en Espagne, mais en sortent vaincues. Le Front populaire, en France, est un moment d'espérance formidable, porté par les syndicalistes. Pourtant, l'euphorie est de courte durée. À cette époque, je suis révolté par le destin tragique d'Emilio Guarnaschelli, ouvrier communiste italien exilé en URSS, ou je l'ai rencontré. Il sera accusé de trotskysme, envoyé au goulag et exécuté. J'ai menti, comme d'autres, par omission, puis après l'immoral pacte germano-soviétique, d'un mal pour un bien, je transforme l'impasse politique où je me trouve, en volonté historique d'où naîtra le *Dictionnaire*. Les parcours qui suivent, ceux d'Edouard Charles, Henri Gautier, de Louis et Yvonne Jouvin et de Rudolf Pfandlauer illustrent à la fois l'élan des années 1930 et leur fin tragique, alors que commence la Seconde Guerre mondiale.

**« La révision, entreprise en 1912 par la cour de cassation, proclama l'innocence de Durand le 15 juin 1918. »**

## EDOUARD CHARLES

■ Mobilisé en 1916, alors que je n'avais que 18 ans, je suis parti à la guerre sur le front de l'Orient, d'abord en Syrie, puis ensuite à Constantinople. Libéré de mes obligations militaires, je rejoignis Elbeuf, la ville où je suis né.

Dès que le syndicat du textile fut reconstitué j'ai adhéré à la CGT, puis en 1922 j'ai intégré la CGTU avec la majorité de l'Union locale. Dès cette époque, j'étais membre du jeune parti communiste français. En 1923, lorsque la grève du textile se déclenche, je suis désigné, avec Félix Lecat, pour la diriger. En 1925, je lui succède à la tête du syndicat.

Tous mes efforts vont tendre à reconstituer une puissante organisation. Je développe alors une intense propagande en direction des ouvrières et des ouvriers du textile, mais pas seulement, j'organise aussi des manifestations contre le versement ouvrier aux assurances sociales. Une assurance très limitée qui ne garantissait en rien une authentique sécurité sociale. Des actions qui font grand bruit. Je serais d'ailleurs condamné pour tapage nocturne.

En 1932, je suis élu secrétaire général de l'Union locale d'Elbeuf. Je prends en charge le comité de chômeurs qui me tient particulièrement à cœur, même si je suis un peu déçu de ne pas recueillir autant d'adhésion que j'aurais souhaité à la CGT et au parti communiste français.

À la suite de la réunification syndicale en 1936, je prends la tête du syndicat du textile et je participe activement aux grèves. Une campagne de diffamation menée par un adversaire politique, relayée complaisamment par le Journal d'Elbeuf, me secoue sérieusement. Je ne supporte pas l'injustice.

Par deux fois je tente de mettre fin à mes jours. Ce qui affaiblit mon activité syndicale, mon autorité sur les militants s'en

ressent, mais je ne baisse pas les bras. Je reste membre de la direction départementale de la CGT jusqu'en 1939.

Je suis visiblement considéré par le régime de Vichy comme l'un des militants les «plus dangereux de la région». Le 22 octobre 1942, sa police m'arrête. Je suis interné jusqu'en janvier 1943. Le 24 janvier 1943, je suis déporté à Auschwitz.

Edouard Charles décèdera en mars 1944, en Allemagne, dans un lieu inconnu.

Edouard Charles





Manifestation à Elbeuf en 1936.

Page de droite: Henri Gautier

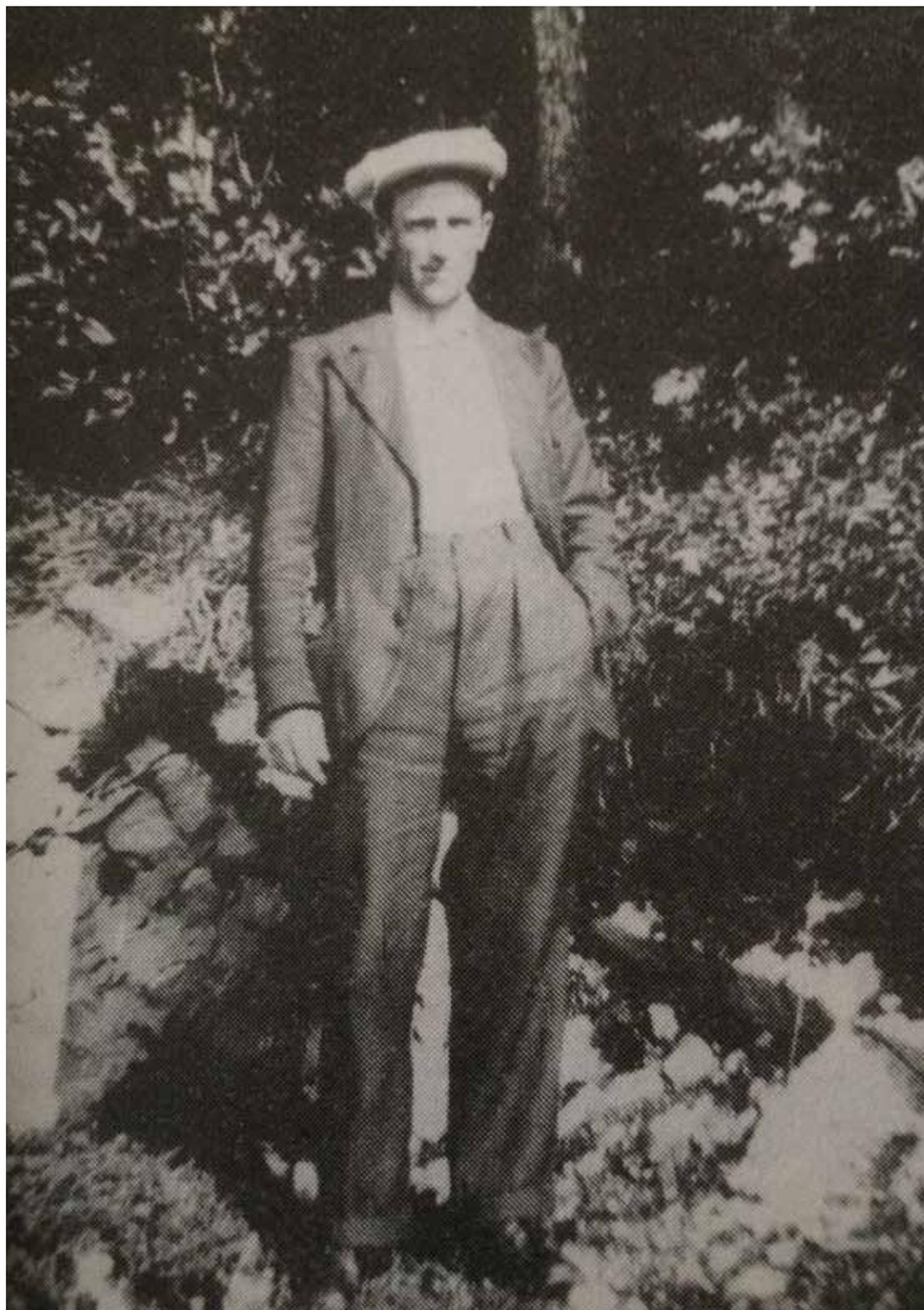
### HENRI GAUTIER

Je suis né le 14 septembre 1897 près du Havre. Après mon Certificat d'Études Primaires et l'école pratique d'industrie, je suis embauché comme chaudronnier dans plusieurs entreprises métallurgiques du Havre. Je me syndique en 1913 à la CGT, *l'affaire Jules Durand* m'avait beaucoup marqué.

Après la guerre, je participe aux nombreux mouvements de grève de 1920, ce qui me vaut d'être plusieurs fois licencié et m'occasionne de grandes difficultés à retrouver du travail. Je deviens le secrétaire des jeunes communistes du Havre en 1922. En 1922, c'est surtout l'année de la longue grève des métallos du Havre: 122 jours de grève, une répression féroce. Le 26 août, la police à cheval charge les manifestants

Cours de la République, devant Franklin, tuant quatre d'entre nous. Je vis deux camarades tomber à mes côtés, je réussis à en tirer un derrière les grilles du cercle Franklin, pour le mettre à l'abri. Reconnu par la police, je fus jeté en prison pendant 4 mois.

Cette année-là, la CGT, redevenue puissante après la guerre, scissionne en 1922, d'un côté les confédérés de la CGT derrière Léon Jouhaux, de l'autre, les unitaires de la CGTU, eux-mêmes divisés entre les différents courants communistes et anarcho-syndicalistes. En 1925, je suis élu secrétaire du syndicat unitaire des métaux du Havre face aux anarcho-syndicalistes qui finiront par partir et créer une troisième union locale «*autonome*». Je deviens permanent syndical.



## « En 1922, c'est surtout l'année de la longue grève des métallos du Havre : 122 jours de grève, une répression féroce. »

Les années trente sont marquées pour moi par deux événements majeurs. À l'issue d'une réunion syndicale à Nantes, la police vient m'arrêter : je suis accusé « *d'espionnage au profit de l'URSS* », je suis interné à Fresnes. C'est à cette époque que je rencontre Marcelle, ouvrière tanneuse et, en 1935, avec Marcelle nous aurons Michèle, ma fille adorée. Cela me donne des ailes pour multiplier les contacts unitaires qui prépareront la réunification syndicale et le congrès de Toulouse en mars 1936.

Puis viennent les grandes luttes de 1936, l'euphorie de l'Unité et du Front Populaire. Cinq millions d'adhérents à la CGT réunifiée ! Étant trésorier de la Fédération de la Métallurgie, je me demande que faire de tout cet argent issu des cotisations syndicales, comment l'utiliser au service des travailleurs ?

Nous achetons un immeuble au 94 rue d'Angoulême. Il deviendra la « *Maison des métallos* », la fédération achète aussi deux châteaux, en Seine et Oise et dans le Cher. Ils deviendront des centres de vacances pour les enfants. Nous créons aussi un centre de formation professionnelle et une polyclinique, plus connue sous le nom de maternité des Bluets.

Militants communistes, nous sommes troublés par la signature du pacte germano-soviétique en 1939, tiraillés entre notre fidélité à l'URSS et à Staline et nos conceptions antifascistes.

Personnellement, pensant que : « *Staline doit avoir ses raisons* », je ne le désavoue

pas. En septembre 1939, le Parti Communiste est interdit. Nos élus arrêtés et emprisonnés. Je rentre alors dans la clandestinité jusqu'au 5 octobre 1940 où je suis une première fois arrêté et interné. Je suis transféré à Châteaubriant le 8 mai 1941 d'où je réussirai à m'évader. Triste automne où ils fusillèrent les 27 de Châteaubriant le 22 octobre 1941, dont mes camarades Jean Pierre Timbaud et le jeune Guy Moquet. Pour eux nous réussîmes à organiser un « *Appel aux morts* » dans le camp ! Après mon évasion, je réussis à renouer avec mes camarades clandestins. Nous visions la réunification de la CGT et Benoît Frachon me confia la lourde tâche de contacter Léon Jouhaux et Louis Saillant. Le 13 octobre 1942, je suis de nouveau arrêté par la police française. Après un passage à tabac en règle par les brigades spéciales françaises, ils me livrent à la gestapo le 22 octobre.

De cette date au 10 novembre, je connus l'enfer de la torture avant de connaître celui des camps. J'arrivais à Mauthausen en 1943. Pour survivre je devins un dirigeant du « Triangle communiste » pour organiser résistance et solidarité dans le camp. En décembre 1944, je suis transféré à Auschwitz, puis début 1945 à Monovitz...

### JEAN MAITRON

■ Là s'arrête l'évocation d'Henri Gautier. On ne connaît toujours pas plus précisément la date de sa mort et les circonstances exactes de celle-ci. Son corps ne fut jamais retrouvé.

Tout au long de ce récit, nous vous avons fait découvrir ces acteurs de l'histoire de France peu connus du grand public. Façon de leur redonner vie, ce voyage voudrait n'oublier aucun de celles et ceux, héros ordinaires par idéal comme par exemple Yvonne et Louis Jouvin.

## YVONNE ET LOUIS JOUVIN

### YVONNE

■ Tu te souviens, mon Louis, que j'ai continué à distribuer des tracts et des journaux clandestins après ton arrestation par la police française cette nuit du 21 au 22 octobre 1941.

### LOUIS

■ Oui, et je me souviens aussi qu'à cette époque, tu as hébergé Charles Pieters et Suzanne Roze-Clément qui étaient en fuite. Tu m'as dit aussi qu'avec deux épouses de ceux qu'on appellera les «45 000», vous vous êtes lancées à l'assaut d'un centre de ravitaillement allemand à Grand-Quevilly.

Vous êtes alors reparties avec des boules de pain, des saucissons, sous les yeux médusés des sentinelles allemandes qui ne savaient comment réagir face à ces mères de familles avec leurs enfants, j'aurais aimé voir ça !

### YVONNE

■ Il fallait bien faire quelque chose, toi, mon Louis avec tes 150 camarades, vous aviez été arrêtés dans le cadre des grandes rafles et les Allemands vous avaient transférés le 28 octobre 1941 à Royalieu à Compiègne, où je suis allée te voir avec les enfants. Je me souviens aussi qu'à cette occasion, tu m'avais remis sur un fragment de page de cahier, une liste de courses à effectuer concernant l'envoi de colis pour les camarades du département détenus avec toi.

### LOUIS

■ Nous sommes restés plus de 6 mois à Compiègne, avant notre déportation le 6 juillet 1942. Direction Auschwitz, où le matricule 45697 sera gravé sur ma peau. D'où le nom du convoi des «45 000». C'est

le premier convoi qui est parti directement de Compiègne à Auschwitz.

### YVONNE

■ Oui, c'est bien la preuve que tu avais été repéré, avant de te faire arrêter !

### LOUIS

■ Certes, n'oublie pas que j'étais secrétaire du syndicat des services techniques des PTT, membre du bureau de l'Union locale CGT de Rouen, membre du Bureau départemental de la CGT de 1938 à 1939. Dès Juillet 1940, nous avons réussi à reconstituer le PC clandestin. Nous étions surveillés, bien sûr, puisque nous avons fait dérailler un train militaire dans le tunnel de Pavilly, avec André Pican, Antoine Paris et Michel Muzart. La police française est venue me cueillir 48h plus tard à la maison. Tu as eu plus de chance, toi mon Yvonne, hein ?

### YVONNE

■ Oui, échaudée par ton arrestation, j'ai redoublé de méfiance et tu sais, j'étais rusée. Quand en janvier 1943, la police française s'est présentée à la maison pour m'arrêter, j'ai pris prétexte d'aller chercher un manteau, et j'ai réussi à m'échapper par le fond du jardin. J'ai alors trouvé refuge chez des camarades cheminots, avant de rejoindre le PC clandestin dans la Somme. Là j'ai été agent de liaison dans un réseau de résistance. J'ai pris le pseudonyme de «Claire». Là, les camarades m'ont confié des tâches plus importantes. Je devais rechercher des armes, du ravitaillement et le matériel nécessaire à nos actions. Et je pensais tous les jours à toi. Je n'avais pas de nouvelles.

### LOUIS

■ À cette époque, à Auschwitz, j'ai été affecté au commando des couvreurs. Nous étions 32 au début, c'était tellement dur, que je reste le seul survivant.



Yvonne Jouvin  
et Louis Jouvin

## « Le soir même, nous voyons arriver plus de cent soldats allemands et miliciens en armes. »

En 1944, j'ai été intégré dans un convoi disciplinaire avec 807 compagnons, nous avons été transférés à Sachsenhausen au nord-est de Berlin. Puis à Kochendorf à 50 km de Stuttgart, où nous fabriquions des V2 dans une ancienne mine de sel. Fin mars 1945, c'est une des marches de la mort, au cours de laquelle vont périr des milliers de déportés. Puis nous sommes transférés à Dachau, où nous serons libérés par l'armée américaine le 29 avril 1945.

### YVONNE

■ Je me souviens, tu as réussi à nous écrire une lettre annonçant ta libération. Quel bonheur, tu étais vivant !

### LOUIS

■ Je suis vivant ! et ce n'était pas rien après ce que nous avons vécu.

### YVONNE

■ Oui, et nous, avant même ton retour, le 18 mai, nous t'avions présenté tête de liste d'Unité républicaine, Patriotique et antifasciste au scrutin des élections municipales de Grand-Quevilly. Quand j'y repense, quel optimisme nous avons ! Mais nous avons raison. Tu as été élu maire !

### LOUIS

■ Oui, jusqu'en 1947. Après je n'ai eu de cesse, avec Germaine Pican, Lucien Ducas-

tel, Robert Gaillard et Louis Eudier, survivants des camps de la mort comme moi de témoigner de ce que fut le nazisme et le fascisme, de témoigner ce que fut la résistance. Mais toi mon Yvonne, ils ont mis du temps pour te reconnaître comme résistante !

### YVONNE

■ Et oui, il a fallu attendre 1982, un an après l'élection de Mitterrand pour qu'on me reconnaisse le statut de Résistante pour les actions menées pendant la guerre.

### LOUIS

■ Et à 75 ans, le 8 mai 1983, tu as reçu la Croix de combattant volontaire. Il était temps !

### JEAN MAITRON

■ Dès les débuts du *Dictionnaire*, j'ai souhaité le penser comme une œuvre d'envergure internationale. Une dizaine de dictionnaires par pays ont été publiés, d'autres ont malheureusement dû être arrêtés en cours de route, faute de correspondants et de moyens. L'avenir ouvrira d'autres portes.

Néanmoins, le *Dictionnaire* fourmille de biographies de militants étrangers, ayant eu, ou non, un rôle au sein du mouvement ouvrier français. Parmi ces figures étrangères, comment ne pas évoquer celle de Rudolf Pfandlbauer.

### PFANDLBAUER RUDOLF

■ Bien que né le 8 novembre 1911 en Bavière, à Munich, je me disais autrichien. Issu du monde des gens du voyage, j'ai vécu dans un cirque. J'y effectuais un numéro de tir de précision. Quand l'on voyage, le nationalisme exacerbé n'a pas de sens. Enrôlé dans l'armée allemande, j'ai

déserté pour rejoindre la lutte contre le nazisme. Envoyé par l'organisation centrale des Francs-Tireurs et Partisans Français, je rejoins le groupe FTP de Barneville au mois d'août 1943, composé de jeunes ouvriers venant de Petit-Quevilly.

Mon nom étant imprononçable pour les jeunes normands, je me fais appeler camarade dans le langage internationaliste. J'enseigne le tir auprès des jeunes maquisards de la grotte de Barneville.

Avec l'uniforme allemand, doté de mon « Mauser », ma connaissance de la langue allemande nous permet de lancer des opérations basées sur la ruse. Ainsi, le soir du 23 août 1943, avec Albert Lacour, Achille Guisier et Christian Sénard, nous stoppons une voiture à la sortie de Dieppe sur la route de Rouen. C'est le commissaire de police Antonini de Dieppe, accompagné du juge d'instruction de Dieppe. Nous abandonnons les deux notabilités en pleine campagne et rentrons à Barneville avec l'automobile, laquelle nous sert pour le braquage du lendemain matin à Grand-Quevilly.

Malheureusement cela nous est fatal. Le soir même, nous voyons arriver plus de cent soldats allemands et miliciens en armes. Nous nous réfugions dans la grotte. L'assaut est donné par un inspecteur français collaborateur. Je vois tomber Albert Lacour avant qu'une balle ne me frappe.

Mort au combat pour la liberté, Rudolf Pfandlbauer repose au cimetière allemand de Saint-André-de-l'Eure, proche d'Evreux. L'Allemagne le considère comme un « Fusillé pour résistance lors de son arrestation pour désertion ». Rudolf Pfandlbauer est « Mort pour la France », comme le rappelle chaque année la cérémonie du souvenir du maquis de Barneville, on pourrait ajouter pour l'internationalisme.

### JEAN MAITRON

■ Les drames et les malheurs n'auront pas raison du grand mouvement social qu'est la Résistance et si nombreuses sont les vies sacrifiées et fauchées, d'autres poursuivent le sillage de leurs aînés. La Libération leur donnera un temps raison, avant que ne se fasse sentir le besoin d'autres luttes et d'autres indignations. Mais la vie continue, le dictionnaire aussi. Plus de 1 500 fiches référencées de Seine-Maritime ou Seine-Inférieure y figurent. Arrêtons-nous encore un instant sur une de celles qui fut une des figures emblématiques de votre département menant par là un parcours atypique, Colette Privat.

### COLETTE PRIVAT

■ Mon père était ingénieur, et ma mère secrétaire de direction. À la mort de Papa en 1941, elle devint sous-économe au centre d'apprentissage de Clamart. C'est dire si, mes sœurs et moi, n'étions pas acquis, au départ, aux idées de la classe ouvrière, d'autant qu'après des études, que certains diront brillantes, je fus reçue en 1949 à l'agrégation de lettres classiques. Militante dès 1945 aux « *Vaillants et Vaillantes* », j'en suis même membre du Bureau national, et dès mon arrivé à Rouen, je ferais en sorte qu'avec les dockers de Rouen et les municipalités de Petit-Quevilly, Sotteville, Saint-Étienne-du-Rouvray, je puisse développer cette activité auprès des plus jeunes de l'agglomération. Adhérente au PCF en 1946, à la section du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, je poursuivis néanmoins mes études. C'est durant cette époque que j'ai rencontré Robert, militant CGT et au PCF. Nous nous sommes mariés en 1952, et nous ne nous sommes plus quittés. Dès ma nomination à Rouen au Lycée Jeanne-d'Arc, j'y pris des responsabilités et

mené des luttes syndicales et politiques. Avec Germaine Pican, nous avons développé l'activité de l'Union des Femmes françaises. Je me souviens de deux grandes initiatives que nous primes : « les Assises des femmes du textile » à Elbeuf et à Maromme, qui dénonçaient l'exploitation des jeunes ouvrières, et les « Assises de mères de soldats », pendant la guerre d'Algérie, à Gonfreville l'Orcher.

Je fus élue à Rouen dans la minorité communiste en avril 1953, et je ne cessais alors à m'opposer au maire l'armateur Chastelain. C'est aussi à cette époque que je devins membre de la Direction fédérale du PCF en Seine-Inférieure.

Jusqu'à ce que je fusse élue Députée en mars 1967, j'enseignais dans les classes de lettres au lycée Jeanne-d'Arc, à Rouen, puis en 1968, je fus nommée assistante à la Faculté des lettres de Mont-Saint-Aignan. Avec Robert, nous avons mené, il est vrai de nombreux combats, mais j'avoue que je suis fière d'avoir contribué à la création d'un Comité de Soutien aux époux Guerroudj, au cœur de la guerre d'Algérie. Jacqueline Guerroudj, rouennaise, avait été condamnée à mort avec son mari. Notre action fit reculer le Gouvernement, qui leur accorda la grâce en 1962.

À cette époque également, nous créons le « *Cercle Politzer* », qui organisa sur Rouen de nombreux débats sur la politique, l'histoire, l'économie, la religion, les sciences, auquel participèrent de nombreux philosophes, écrivains, historiens régionaux ou nationaux.

Élue de 1967 à 2004 au Conseil général de Seine-Maritime, j'ai participé à toutes les luttes du canton et au-delà, notamment j'ai présenté le rapport sur l'Éducation nationale et ainsi été à l'initiative de la réa-lisation du lycée de la Vallée du Cailly, et de l'échangeur routier de cette même Vallée du Cailly.



## « Députée de 1978 à 1981, j'eus l'honneur d'être vice-présidente de l'Assemblée Nationale. »

Élue Maire de Maromme en 1977, réélue jusqu'en 1998, je me suis engagée dans la reconstruction du centre-ville, détruit à la suite d'une opération désastreuse du groupe Paribas.

À cette époque, à Maromme furent créés de nombreux équipements culturels et sportifs, sociaux, scolaires. Deux zones industrielles furent créées, nous avons impulsé « *les rencontres du Livre* » qui ont marqué chaque année à l'automne, la vie culturelle du département par la présence d'écrivains célèbres qui y ont participé.

Députée de 1978 à 1981, j'eus l'honneur d'être vice-présidente de l'Assemblée nationale.

De 1981 à 1983, membre du Cabinet de

Marcel Rigout, ministre communiste de la Formation professionnelle, j'eus la responsabilité de la formation professionnelle des femmes. J'ai pu mener des actions avec des partenaires issus de l'enseignement, des chambres de commerce et des syndicats. Avec eux, nous avons mis en application l'opération « *un métier pour réussir* », expérience pilote des 16-18 ans qui fut présentée à Rouen.

À l'origine de la création en 1994, d'une antenne régionale des *Amis de l'Humanité*, je suis encore aujourd'hui une des vice-présidentes de l'association nationale.

Femme libre et engagée, toute ma vie j'ai voulu montrer qu'il est possible de mener de front mes deux passions : l'amour des

Colette Privat  
avec des  
ouvrières de  
Vidéon en 1979.

lettres modernes et classiques et les idées de construction d'un monde meilleur, où il n'y aurait plus de misère, de pauvres, de guerre: Un monde de bonheur.

Comme le dit Robert lors d'un reportage qui fut diffusé sur FR3 en 2015, qui m'était consacré: «*nous avons eu une vie simple*». J'ajouterais que nous croyons plus que jamais aux lendemains qui chantent !

### JEAN MAITRON

Voici donc ce qu'est le *Dictionnaire*. Un voyage au cœur de deux siècles d'histoire sociale et de la vie de 170 000 de ses acteurs, dont 1 500 dans votre département. Mon ambition d'origine, qui se pour-

suit aujourd'hui sous l'impulsion d'autres historiens, était, face à l'histoire des vainqueurs, de proposer à l'inverse une histoire de celles et ceux que l'oubli menace mais qui sont pourtant les artisans des changements qu'ont connu nos sociétés. Il s'agit de rendre leur place à celles et ceux qui font l'Histoire.

Car, comme le dit Edwy Plenel, la solennité des cimetières pas plus que la froideur des tombeaux ne sont ici de mise. Plurielle et multiple, l'Histoire maillée d'histoires que nous raconte le *Maitron* est un récit sensible, celui d'une réalité à portée d'utopie, tout comme un chœur antique serait à portée d'utopie, tout comme un cœur antique à portée de voix.

**Cette première version jouée le 30 septembre 2017 à Petit-Quevilly par les comédiens du théâtre « Les mots pour le dire » va poursuivre son aventure dans plusieurs autres villes de Seine-Maritime. « Voyages en terres d'espoir » a été présenté à Dieppe le 6 octobre, à la fête de l'Humanité le 25 novembre, au Tréport le 1<sup>er</sup> décembre par les comédiens du théâtre de la Bataille. D'autres villes vont suivre... Notamment Gonfreville l'Orcher le 20 janvier... Au gré des voyages, d'autres figures emblématiques du mouvement ouvrier de notre département se sont invités. À Dieppe: Rosa Leroy, Jean Puech, Robert Lefranc, Irénée Bourgois. Au Tréport: Marcel Dolique, Jean Garraud. Au Havre: Louis Eudier.**

## ROSA LEROY

■ Dans un syndicat composé à plus de 90 % de femmes, il est tout de même étonnant qu'aucune d'entre nous ne soit élue à la création du syndicat de la manufacture des tabacs et allumettes de Dieppe le 21 août 1891.

Six mois plus tard une nouvelle assemblée générale du syndicat a lieu. Nous sommes 12 femmes élues sur 19 membres au conseil syndical, mais le président, le vice-président et le secrétaire sont des hommes. En 1895, notre fédération des tabacs et allumettes participe à la création de la CGT à Limoges et c'est en 1898 que je suis élue vice-présidente de la section syndicale de Dieppe. Il faut attendre encore deux ans pour que je sois élue présidente du syndicat et avec moi les postes de vice-présidente, secrétaire et trésorière reviennent à des femmes.

En 1901, nous sommes 600 femmes et 28 hommes syndiqués à la CGT sur près de 1000 salariés. Nous avons la retraite à 60 ans pour 30 années de travail et l'augmentation des pensions de 50 % pour les

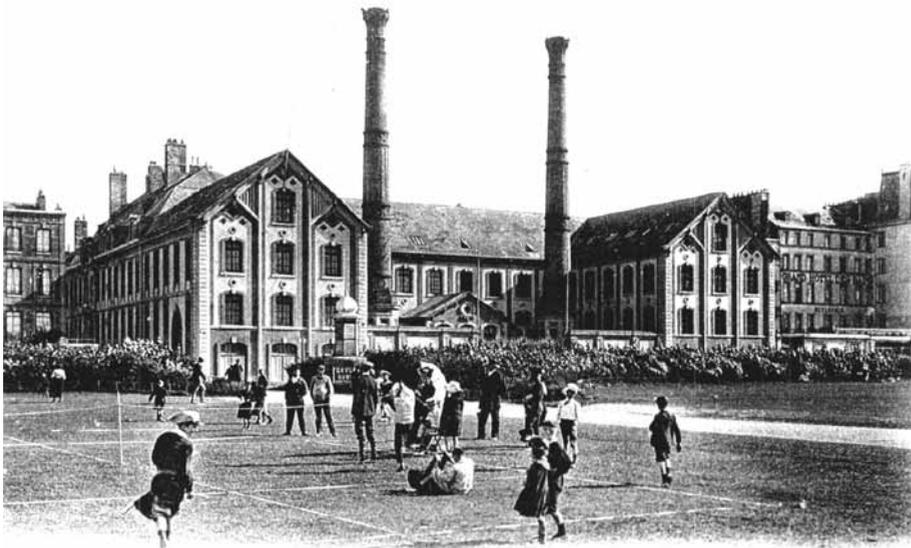
hommes et 31 % pour les femmes. Nous avons également obtenu l'indemnisation des accidents de travail en 1889.

Après de nombreuses grèves, nous gagnons une heure de réduction du temps de travail. En 1899 et en 1902, nous avons mené des luttes afin d'obtenir le respect de la dignité des femmes et des jeunes filles par leurs contremaîtres qui exercent un véritable harcèlement sexuel, et pour obtenir à travail égal/salaire égal et la fin de l'avancement au mérite.

En 1905, la durée quotidienne du travail passe à 9 heures et à 8 heures en 1912. Nous obtiendrons aussi la création d'une crèche dans les années 20. Dès 1911, notre syndicat obtient 6 jours de congés payés et puis 12 jours l'année suivante.

En 1912, je passe la main à la trésorière Louise Saunier après avoir été une farouche négociatrice avec les directions.

Comme vous le voyez, nous les femmes de la « Manu » de Dieppe, nous n'avons pas attendu les hommes pour nous battre et obtenir gain de cause.



Manufactures de tabac à Dieppe.



Jean Puech

### JEAN PUECH

Orphelin de mes deux parents, je suis né à Paris en 1887. En 1907, je demeure déjà à Neuville-lès-Dieppe. Je suis conducteur d'automobile. Je fus exempté pour faiblesse le 28 novembre 1914. J'ai donc pris la décision de m'engager comme volontaire et je fus affecté au 13<sup>e</sup> régiment d'artillerie au service automobile.

**« Poursuivi sous le coup de la loi du 13 août 1940 contre les sociétés secrètes, je suis suspendu de mon mandat de maire. »**

Le 16 juillet, je fus blessé par balle, mon bras gauche est sévèrement atteint. Seul, j'ai ramené mon camion à Braquis dans la Meuse. Ma blessure n'est pas bénigne. Je fus réformé.

En 1919, je suis élu au conseil municipal de Neuville-lès-Dieppe. Dès cette époque je suis un militant très actif de la Libre Pensée. Je suis un franc-maçon. En 1938, je devins maire de la ville.

Poursuivi sous le coup de la loi du 13 août 1940 contre les sociétés secrètes, je suis suspendu de mon mandat de maire. J'ai indiqué que je ne faisais plus partie de la franc-maçonnerie depuis 1936. J'ai donc été réintégré dans mes fonctions.

En 1943, avec les membres du conseil municipal, j'ai refusé de fournir une liste de Neuvillais réquisitionnés pour travailler en Allemagne dans le cadre du Service du Travail Obligatoire, le fameux STO.

Le 30 septembre 1943, je démissionne et je rédige une déclaration : *« Aujourd'hui, je reçois l'ordre de me faire agent recruteur de main-d'oeuvre pour des travaux qui répugnent à la grande majorité de Français; et je dois, en outre, désigner moi-même les victimes. Je ne puis croire qu'en agissant ainsi, je serve encore mon pays ».*

Je fus arrêté le 10 octobre 1943 avec les conseillers municipaux présents dont Robert Vain, Auguste Cordier, Georges Hébert, Marcel Boulan, Emile Defaque, Alfred Héraud, Robert Leber, Paul Noël, Joseph Mauger, Raymond Saint-Léger et Charles Séré. Ils furent tous condamnés à trois mois de prison. Les Allemands ont considéré que j'étais l'instigateur de cet acte de résistance.

Le 20 juin 1944, quelques jours après le débarquement sur les côtes normandes, je suis déporté au camp de déportation de Dachau. Jean Puech est décédé à Dachau le 14 janvier 1945.

## ROBERT LEFRANC

■ Qu'est-ce que j'ai aimé Saint-Nicolas d'Aliermont, ma ville où je me suis marié avec Denise en 1920.

Dès 1918, au sortir de la grande guerre, j'y fut embauché comme ouvrier horloger. Faut dire que pendant la grande guerre, grâce à notre mécanique de précision, nous faisons tout ce qui était nécessaire pour le télégraphe, et les patrons s'enrichissent.

Et si aujourd'hui, ma ville est réputée pour son musée de l'horlogerie, ce sont nous, les ouvriers et les ouvrières, qui forgèrent la réputation et la prospérité d'une industrie horlogère disparue.

C'est en 1926 qu'ils me licencient à la suite des grandes grèves. Je suis obligé d'aller travailler à Dieppe, aux Chantiers de la Manche, où j'y fus, avec Robert Hertel, l'un des dirigeants du syndicat des métaux de Dieppe. Ensemble, nous menèrent les grandes grèves de 1936.

Auparavant, en 1935, j'ai été élu conseiller municipal de Saint-Nicolas-d'Aliermont.

Communiste, le pouvoir de Vichy me destitue, avec Adrien Lemerrier en 1940. Cette même année, où, surveillé par la police française, ils m'arrêtent une première fois.

Alors que je travaille à Paluel, ils m'arrêtent une seconde fois le 17 juillet 1941, avec notamment Albert Ducrocq, secrétaire de l'Union locale CGT Eu/Le Tréport. Cette période est marquée par le fait qu'avec un millier de mes compagnons nous sommes d'avril à la fin juin 1942 sélectionnés comme otages.

Le 6 juillet 1942, le suis déporté à Auschwitz, dans le triste convoi des « 45 000 ». Nommé ainsi, car sur nos corps, les nazis nous gravent un numéro matricule indélébile qui commence par 45 000. J'y laisse-rais la vie le 9 octobre 1942.

Le 20 décembre 1945, le conseil municipal de Saint-Nicolas-d'Aliermont donna mon nom à la rue principale de la commune.

## IRÉNÉE BOURGOIS

■ Monsieur Irénée Bourgois, vous êtes le maire de Dieppe depuis 1971, voulez-vous nous parler un peu de vous ?

Je suis né le 8 janvier 1926 à Dieppe et j'ai grandi dans ce qu'il est convenu d'appeler une famille nombreuse. Je suis le cinquième d'une famille de six enfants. Ma mère était ménagère et mon père exerçait la profession de comptable. Ils tenaient tous deux à ce que leurs enfants poursuivent leurs études.

**Où vos études vous ont-elles mené ?**

En octobre 1950, je suis nommé professeur au collège d'enseignement technique « l'Emulation » que tout le monde à Dieppe appelle « l'Emule ». C'est cette même année que je me marie, à Dieppe, avec ma très chère Monique Lugard.

**Venons-en à votre parcours politique, à votre engagement au service de la population.**

Tout d'abord, je milite à la Jeunesse Ouvrière chrétienne, puis j'adhère à la CGT. Je suis également l'un des animateurs du mouvement de la paix. C'est le 24 mars 1962 que je suis élu au bureau de l'Union locale CGT de Dieppe. En 1964, j'accède à la direction départementale du syndicat de l'enseignement professionnel et technique de la CGT. Je suis le secrétaire de l'Union locale CGT de Dieppe, dont je deviens le secrétaire général adjoint le 29 mars 1967, puis, un an et demi plus tard à l'automne 1968, le secrétaire général.

**Comment votre carrière politique s'est-elle déroulée ?**

C'est en 1969, suite au décès de Léon Rogé, qui était, comme chacun sait, conseiller général communiste de Dieppe et sénateur, que le parti communiste français me propose de me présenter au conseil géné-

ral, afin de le remplacer. Le soir même de mon élection, je prends la décision d'adhérer au parti communiste français.

Lors des élections municipales qui suivent, je prends la tête d'une liste d'union de la gauche, le liste que je conduis est élue le 8 mars 1971 avec 50,02 % des voix.

Puis aux élections législatives de 1978, je deviens le député de la neuvième circonscription de la Seine-Maritime. À ce titre, je sié debate à l'Assemblée nationale jusqu'en juin 1981. Dans la vague rose qui suit l'élection présidentielle et la victoire de François Mitterrand, c'est un socialiste qui est élu dans ma circonscription.

En janvier 1980, Dieppe et Neuville-lès-Dieppe fusionnent pour former une ville de 40 000 habitants. En mars 1983 et en mars 1989, il faudra attendre le deuxième tour des élections municipales pour que l'union de la gauche se réalise. À chacun de ces scrutins, les électrices et les électeurs placent la liste que je conduis en tête de la gauche, et, face à la droite, je suis réélu maire de la ville.

Irénée Bourgois

### **Quelles sont les motivations profondes qui ont justifié votre militantisme ?**

J'ai toujours été à l'écoute de la population, et je n'ai eu de cesse, au cours de mes mandats successifs, de chercher à améliorer la qualité de vie des dieppois, en particulier dans le domaine social et culturel.

### **Dans le domaine social quels sont les réalisations qui ont amélioré la qualité de vie des administrés dieppois ?**

C'est avec plaisir et avec fierté que je vous cite quelques-unes des réalisations que nous avons mises en place avec l'équipe municipale. Nous avons souhaité faciliter le déplacement des personnes âgées avec la gratuité des transports urbains. Nous avons créé des logements sociaux notamment au Val Druel et nous avons réhabilité des immeubles insalubres, notamment dans les Îlots Sainte-Catherine et Saint-Jacques. Les occupants du camp de transit ont été relogés dans le cadre de l'opération de construction du Val Druel. Nous avons créé de nombreux aménage-



ments et services dans le quartier du Val Druel : une école maternelle, une école élémentaire, la ludothèque Camille Claudel, une crèche, une zone commerciale.

### Et quelles ont été vos réalisations dans le domaine culturel ?

Nous avons mis en place une programmation culturelle régulière tout au long de l'année en centre ville et dans les quartiers, avec des points forts comme les Mitouries ou les fêtes de la Saint-Jean.

Parallèlement à cela, nous avons mis en œuvre une politique d'action culturelle tournée vers la population, avec la création de l'école de musique et de la Maison Jacques Prévert dans le quartier de Janval. Par ailleurs, le partenariat entre la Maison de la Culture du Havre et la ville de Dieppe a rendu possible la construction du Centre d'Action culturelle Jean Renoir, inauguré en présence de François Truffaut, dans lequel a été installée la bibliothèque municipale. C'est également l'époque où le paysage urbain s'est trouvé embelli grâce à l'œuvre de Vasarely au château d'eau du Val Druel.

Quatre mois après sa réélection, Irénée Bourgeois décède à 63 ans, le 11 juillet 1989.

### MARCEL DOLIQUE

Je m'appelle Marcel Dolique. Je suis né le 31 mai 1922 à Mers-les-Bains. Je suis rentré comme ajusteur à la SNCF en 1938, mais c'est en 1935 que j'ai adhéré aux Jeunesses communistes.

*Pendant la guerre, Marcel Dolique combattra dans les rangs des Forces Françaises de l'intérieur. Cheminot, Marcel Dolique avait un « ausweis » ce qui lui permettait de circuler et notamment de récolter des mines qu'il cachait dans un puits.*

C'est en 1941, en pleine résistance que j'adhère au parti communiste français.



*Marcel Dolique, diffuseur du journal l'Humanité, rencontrera lors de sa diffusion Mauricette Lefèvre, une lectrice, ouvrière et militante de 1949 à 1954, chez Maillard à Incheville, il l'épousa en 1953.*

Les intérêts collectifs des salariés ne supportent pas de frontières, furent-elles départementales. Militant aux confins de la Seine-Inférieure et de la Somme, à ce titre je fus membre du bureau de l'Union départementale CGT de Seine-Inférieure en 1953, mais également, de 1957 jusqu'en 1961, membre du bureau fédéral de PCF de la Somme, et membre de la section communiste de Mers-les-Bains. En 1959, j'étais secrétaire de l'Union locale CGT du Tréport. Mais c'est dans la Somme en 1961

Marcel Dolique

que je devins secrétaire de l'Union départementale, tout en restant secrétaire du syndicat des cheminots CGT du Tréport et de Mers-les-Bains.

*Jusqu'en 1968, Marcel Dolique militait au sein du comité fédéral du PCF de la Somme. Les ateliers SNCF au Tréport ayant fermé, il travaillera et militera pendant sept ans à Flocques entre Le Tréport et Criel-sur-Mer. Dans ma commune de Flocques, j'avais été élu conseiller municipal en 1954, il y avait alors 375 habitants, j'en devins le maire en 1977 jusqu'à mon décès en 1987 où nous étions plus de 600 habitants.*

### JEAN GARRAUD

**Monsieur Jean Garraud, vous êtes le maire du Tréport depuis 1977, voulez-vous nous parler un peu de vous ?**

Je suis né le 25 avril 1931 à Montendre en Charente-Maritime. J'étais fils unique, mon père était un ouvrier agricole au départ, puis devenu ouvrier d'usine, ma maman était femme de ménage. Je suis entré à l'École Normale de la Rochelle en 1946.

**Où vous étudies vont ont-elles mené ?**

Ayant obtenu le baccalauréat, je devins instituteur en 1949, mais je ne m'arrête pas là. Après avoir préparé le concours d'entrée à l'École normale supérieure d'éducation physique (ENSEP) au CREPS de Bordeaux, je devins instituteur détaché à l'éducation physique à Châtelleraut en 1951. J'intègre alors l'École normale supérieure d'éducation physique (l'ENSEP) en 1952. En rentrant du service militaire, je devins pendant six mois professeur au lycée Henri IV à Paris. En octobre 1958, je fus nommé professeur au lycée d'Eu.

Peu de temps auparavant, en décembre 1956, je me marie à Châtenay-Malabry, avec ma très chère Rachel, qui était également élève à l'INSEP et qui sera comme

moi mutée au lycée Anguier à Eu dans les années 60.

**Venons-en à votre parcours politique, à votre engagement au service de la population.**

Commençons, si vous le voulez bien par mon parcours de militant syndical. Dès 1954, je devins secrétaire de la section du syndicat national d'éducation physique. Je poursuivis cet engagement plus tard en étant désigné en mars 1961, secrétaire de la section de Seine-Maritime. Je garderais cette responsabilité quelques années.

Quant à mon engagement politique, il est simple. Refusant les injustices, j'adhère dès janvier 1953 à la cellule du parti communiste français de l'ENSEP à Joinville-le-Pont. À cette époque, avec mes camarades, nous allons nous opposer à la nomination de Carl Diem, directeur de l'Institut supérieur du sport à Cologne comme responsable de l'ENSEP. Celui-ci avait organisé les jeux olympiques de Berlin en 1936. Nous avons gagné. Cet individu, qui avait pourtant le soutien des forces alliées, ne fut pas nommé. Première victoire.

Cette même année, j'ai participé aux festivals mondiaux de la jeunesse à Bucarest en 1953 et à Varsovie en 1954.

**Comment votre carrière politique s'est-elle déroulée ?**

J'étais très marqué par la guerre d'Algérie. Démobilisé en janvier 1958, je n'aurais de cesse au sein de la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie du Tréport de dénoncer les méthodes de l'armée française.

En 1970, je suis élu secrétaire des sections du parti communiste français d'Eu/Le Tréport qui venaient de fusionner. Je siégeais au comité fédéral du PCF de Seine-Maritime depuis 1964.

Lors des élections municipales en 1977, je



prends la tête d'une liste d'union de la gauche qui est élue. Celle-ci sera réélu en 1983, 1989, et 1995. Je jetais alors les bases de toutes les structures sociales, sportives, culturelles de la ville, qui furent ensuite élargies par Alain Longuent, mon fidèle adjoint, à qui j'ai passé la main en 1998.

**Quelles sont les motivations profondes qui ont justifié votre militantisme ?**

Je n'ai jamais cessé d'être à l'écoute et de défendre les intérêts de la population de la vallée de Bresle. Je serais de tous les combats des verriers, des marins pêcheurs. Nous avons cette chance, dans cette vallée, d'avoir des salariés qui mènent un combat de titans pour dominer la matière, des ouvriers vigoureux, en nage devant les fours, fabriquant des objets fragiles, façonnant les pâtes de verre pour produire de véritables œuvres d'art.

Le Tréport s'est beaucoup modifié au fil des ans grâce à notre équipe. C'est l'une des raisons qui a permis, sans doute, qu'en

1996, lors d'un scrutin partiel, suite au décès de Jean Duhornay, alors conseiller général et maire de la ville d'Eu, je suis élu à mon tour conseiller général avec 58,67 % des voix, poste que j'occuperais jusqu'en 2008.

Mes camarades crurent bon de me nommer maire honoraire du Tréport en mars 2008.

**Dans le domaine social quels sont les réalisations qui ont amélioré la qualité de vie des administrés du Tréport ?**

Oh, ma modestie m'oblige à dire que ce j'ai fait, je l'ai fait avec tous mes amis et camarades du Tréport, communistes ou non. C'est à eux qu'en revient le mérite. Et ce ne fut pas toujours facile.

J'ai toujours soutenu la pêche et les pêcheurs. J'ai parlé des verriers. Nous avons mené de nombreux combats pour maintenir et renforcer l'industrialisation de la vallée du verre, comme par exemple la charte de développement de l'industrie

Jean Garraud avec les deux maires qui lui ont succédé, Alain Longuent et Laurent Jacques, et avec l'ex maire de Dieppe, Sébastien Jumel, aujourd'hui député.



verrière, face aux prédateurs des fonds d'investissements. Nous avons soutenu l'entreprise et les salariés de Rexam. Notre soutien a été aussi aux femmes d'ISS et la défense d'Alcatel. Toutefois, je tiens à souligner que nous avons eu de la chance.

### Que voulez-vous dire ?

Il y a eu, ce que j'appellerais un phénomène de conjoncture. Je m'explique. J'ai toujours été très pragmatique. Christian Cuvilliez, député maire de Dieppe, à l'époque nous a aidés à obtenir de notre camarade Jacques Brunhes, qui était en 2001 Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Équipement, des Transports, du Logement et du Tourisme, les crédits pour boucler le financement de la réhabilitation du funiculaire.

C'est également à cette époque que nous créerons aussi les conditions, contre l'avis des descendants de Louis Philippe, de la construction de la rocade du Tréport à Eu qui sera indispensable pour la desserte des trois villes sœurs avec lesquelles j'avais créé de bons contacts bien avant la création de l'intercommunalité.

Elu au conseil général, j'ai assumé, en 2004, après bien des hésitations la présidence du comité départemental du tourisme. Je pense qu'on peut dire que pendant cette période et notamment de 1977 à aujourd'hui, la rénovation urbaine et la vocation touristique du Tréport a été considérablement renforcée.

Je crois que ce qui a conduit l'odyssée de ma vie, c'est la sensibilité aux injustices face à l'exploitation capitaliste qui ne cessera jamais d'arrimer les combats pour un autre monde à l'idée de révolution.

Jean Garraud est décédé le 28 mars 2014. Il était le père de deux fils dont la réussite professionnelle pouvait faire la fierté de leurs parents : Bruno, médecin, décédé en 2011 et François, devenu avocat.

## « Le cœur y était, le 1<sup>er</sup> mai 1936 avait été un premier mai unitaire avec plus de 10 000 participants ! »

### LOUIS EUDIER

■ Nous étions onze enfants dans la famille Eudier. Très tôt, je travaille comme charpentier/calfat. J'étanchais avec de la bourre mélangée au goudron, les charpentes et les navires en bois. Syndiqué à la CGTU, j'ai participé très activement à la grande grève des métallos havrais en 1922 qui dura 111 jours. Le 26 août, j'étais sur la barricade de la rue Demidof quant les gendarmes à cheval tuèrent quatre des nôtres. La répression fut considérable et pour part j'ai attendu huit mois avant de retrouver un emploi aux Tréfileries et Laminoirs du Havre. J'étais secrétaire du syndicat des métaux à la CGTU lorsqu'en mai 1936, nous avons organisé la première grève avec occupation aux établissements Bréguet.

Le cœur y était, le 1<sup>er</sup> mai 1936 avait été un premier mai unitaire avec plus de 10 000 participants ! Mais la riposte patronale ne s'est pas faite attendre. Le lendemain, la direction de Bréguet licencie deux salariés qui avaient fait grève, car à cette époque le 1<sup>er</sup> mai n'était ni chômé, ni payé. C'était interdit de manifester. Nous avons organisé une manifestation à la direction de Bréguet, mais celle-ci refusa de recevoir les représentants syndicaux. Les salariés de Bréguet en avaient assez d'être maltraités par cette direction dont un chef du personnel était un responsable des Croix de feu. Il fallait faire quelque chose. On parlait alors de faire grève sur le tas et d'occuper l'usine.

J'avais lu comment s'était déroulé l'occupation des usines textiles de Lodz en



Louis Eudier

Pologne et celle de la gare de Sofia en Bulgarie. Ces occupations s'étaient soldées par un échec. Pour Bréguet, il en va tout autrement, car je savais que dans l'usine, il y avait un prototype d'un hydravion, le Bréguet 730, qui était un véritable fleuron auquel le patron tenait comme à la prunelle de ses yeux. Nous avons donc utilisé ce moyen de pression et organisé minutieusement les tâches de chacun : piquets de grève, piquet d'incendie, comité de surveillance de l'usine, mise au point des moyens de défense de l'usine, ravitaillement...

Les 450 ouvriers se mirent en grève quand la direction refusa de discuter, ils en avaient assez des brimades, de l'espionnage, des méthodes policières imposées. Les deux licenciements furent la goutte d'eau qui fit déborder la vase ! L'action a débuté le 11 mai. Dès le début de l'occupation soixante gardes mobiles et une centaine

d'agents de police furent mobilisés. Dans l'usine occupée, les camarades avaient désigné un guetteur muni d'un clairon. Celui-ci a sonné le ralliement, et tout le monde a convergé vers le grand hall où se trouvait le prototype 730.

Les dockers s'étaient également mobilisés en prévision de l'intervention policière. Ils se sont adressés au commissaire de police pour lui signifier qu'ils s'étaient rassemblés de l'autre côté du pont VII, un pont bascule, qui reliait le boulevard à l'usine, et qu'ils allaient demander au pontier de lever le pont. Dans de telles conditions si les forces de police tentaient de rejoindre le boulevard à pied sec elles allaient prendre le risque de se retrouver coincées et sans issue possible. Pendant ce temps, dans l'usine les occupants avaient mis en garde le patron que s'il tentait un coup de force, ils ne pouvaient pas répondre de ce qui pourrait arriver au prototype 750. Après

un arbitrage que rendit le maire radical socialiste du Havre, Léon Meyer, la direction générale de l'entreprise, venue de Paris, concéda des reculs. Outre la réintégration de deux licenciés, les grévistes obtinrent le paiement des deux journées de grève et le changement de poste du chef du personnel.

Cette lutte fut le détonateur qui mit le feu aux poudres et déclencha une explosion de grèves et d'occupations d'usines dans toute la France. La suite, vous la connaissez, ce furent les acquis du Front populaire et les premiers congés payés. La guerre arrivant, je fus réquisitionné. Revenu au Havre au début de l'occupation allemande, j'organise, avec les démobilisés, leur défense et l'obtention d'une allocation d'attente. J'ouvre alors la permanence du syndicat dans le quartier de l'Eure. Nous avions encore 1 000 adhérents au syndicat des métaux. Je participe également à la résistance. Je suis arrêté par la police française en juillet 1941 au titre de « *secrétaire d'un syndicat communiste* ».

Livré aux Allemands, je fus envoyé au camp de Compiègne, où, accueilli par Georges Cogniot, je lui remets mon adhésion au parti communiste français. Moi, l'anarcho-syndicaliste, je franchissais le pas.

Déporté à Auschwitz le 6 juillet 1942 dans le convoi dit des « 45 000 », je suis affecté dans une usine de production d'armements. Nous nous évertuons, avec mes camarades, de saboter la production. Atteint de typhus, de la tuberculose, je suis mis en quarantaine au « revier » qui faisait office d'infirmerie. Puis ce fut Dachau où peu d'entre nous en sortirent vivants. Libéré le 29 avril 1945, je rentrais enfin au Havre.

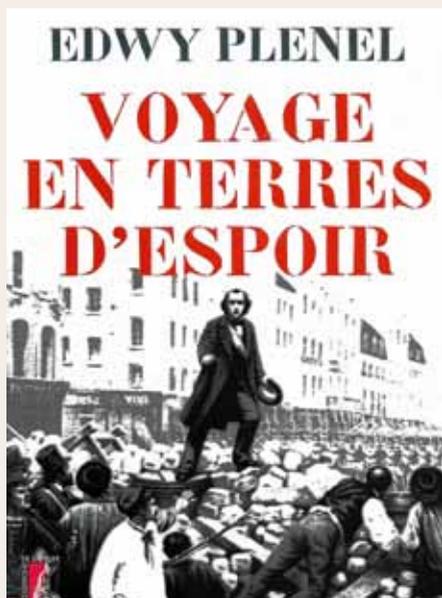
Le 23 septembre 1945, je suis élu conseiller général du quatrième canton du Havre. Je siègerais à l'assemblée départementale durant 28 ans. Je suis aussi élu conseiller

municipal du Havre de 1947 jusqu'en 1948, puis en 1954 jusqu'à 1958. Je fus adjoint au maire du Havre en 1956 et député de Seine-Maritime. J'avais en charge, plus particulièrement tous les problèmes liés à la reconstruction. Le Havre avait en effet été rasé durant la guerre. Elu au conseil d'administration des coopérateurs havrais, je m'intéresse durant toute cette période à l'économie sociale et solidaire. Parallèlement, je continue à être très attentif à la vie de l'Union locale des syndicats CGT du Havre. De 1949 à 1967, je suis membre de sa commission exécutive. Secrétaire général de 1962 à 1966, je remplace Louis Jochem du syndicat des ouvriers dockers. Puis je suis élu président honoraire de l'Union locale des syndicats CGT du Havre. Au niveau du département, je siège dans ses instances dès 1947 et je siège au bureau de l'Union des syndicats CGT de Seine-Maritime de 1950 à 1968.

Durant toute cette période, au sortir de la guerre et jusqu'à ma mort, le 11 août 1986, avec les survivants des camps de concentration, Germaine Pican, Lucien Ducastel, Robert Gaillard et bien d'autres, je dénonce le nazisme et je milite pour la paix et la fraternité. Je préside la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes du Havre.

Au mois d'août 1986, le conseil municipal du Havre donne mon nom à une rue et à une salle municipale dans le quartier de l'Eure du Havre.

**« Cette lutte fut le détonateur qui mis le feu aux poudres et déclencha une explosion de grèves et d'occupations d'usines dans toute la France. »**



# Voyage en terres d'espoir



Journaliste, Edwy Plenel est directeur de *Mediapart*, journal d'information numérique, indépendant et participatif qu'il a cofondé. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Dire non* (Don Quichotte, 2014), *Pour les musulmans* (La Découverte, 2014) et *Dire nous* (Don Quichotte, 2016).

«Ce voyage est une invitation à se promener sur le continent des obscurs. À partir à la recherche de celles et ceux dont le souvenir est effacé par les puissants et les dominants, qui réquisitionnent l'Histoire à leur profit. Bref, à aller à la rencontre de tous ces militant-e-s de l'égalité sans lequel.le.s nos idéaux démocratiques et sociaux n'auraient jamais vu le jour. Or seul le *Maitron*, cet immense dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et social, avec ses milliers de héros inconnus ou méconnus, donne librement accès à ces territoires oubliés, sur une longue durée qui va de 1789 à 1968.

J'ai voulu donner envie d'aller y voir. Car, en nos temps obscurs d'incertitude et de doute, visiter le *Maitron*, c'est reprendre force et courage. Cette pérégrination propose de s'approprier cet héritage sans testament, comme une promesse que nous nous ferions à nous-mêmes. À la manière des traces qui, dans notre langue, sont aussi bien des signes d'un passé effacé que des sentiers menant à l'inconnu, l'espoir porté par les centaines de milliers de vies

qui en sont la matière est un chemin inédit, qu'il nous revient d'inventer en marchant sur leurs pas. Pour cette exploration, nulle carte préalable qui donnerait des assurances, transformant le paysage en certitude. Mais, plus essentiellement, la quête d'une hauteur qui nous élève et nous relève, en vue d'une ligne de crête où se laisse approcher, de nouveau, l'horizon d'une espérance: l'émancipation.

Acte de fidélité et geste de survie, ce livre interroge dans un premier temps le sort des vaincus dans l'Histoire puis part « à sauts et à gambades » dans un voyage qui commence près des bureaux de *Mediapart*, à la rencontre du député Baudin, pour se terminer sur un sentier de randonnée dans les Pyrénées, en compagnie de Walter Benjamin. La solennité des cimetières pas plus que la froideur des tombeaux ne sont ici de mise. Plurielle et multiple, l'Histoire maillée d'histoires que nous raconte le *Maitron* est un récit sensible, celui d'une réalité à portée d'utopie, tout comme un chœur antique serait à portée de voix.

Edwy Plenel

# Les voix pour le dire

Notre Institut CGT d' Histoire sociale vous a embarqué pour un voyage en terres d'espoir à Petit-Quevilly, à Dieppe, à la fête de l'Humanité, au Tréport, à Gonfreville-l'Orcher... D'autres destinations sont programmées.

Avec la complicité active et créative des comédiennes et des comédiens de la compagnie « Les mots à dire » et « Le théâtre de la Bataille » ils ont partagé un grand moment d'émotion en compagnie de Gracchus Babeuf, de Louise Michel, de Jules Durand, de Colette Privat, d'Irénée

Bourgeois, de Jean Garraud, de Louis Eudier... et de bien d'autres petits et grands fantômes du *Maitron*, qui nous ont légué leurs combats contre l'injustice et pour l'égalité. L'espoir nous ont rappelé ces voyages, c'est de nous élever en retrouvant la bonté et la beauté de la radicalité.

Haut de page gauche :  
Christine Oriol.  
Haut de page droite :  
Daniel Lesur,  
Michèle Salen,  
Aline Flaux,  
Pierre Louvard.  
Bas de page gauche :  
Pierre Louvard.  
Bas de page droite :  
Aline Flaux

## La compagnie « Les mots à dire »

**Musiciens** Daniel Lesur, Aline Flaux, Pierre Louvard, Michèle Salen.

**Chant** Christine Oriol.



### Le théâtre de la Bataille

**Aux voix** Pierre et Evelyne Bézu, Fabrice Boucher, Corinne Davenet-Girard, Pascale Goujon, Véronique Letessier.

**À la technique** Martial Davenet et Dylan Chandelier.

Haut de page :  
Corinne  
Davenet-Girard,  
Fabrice Boucher.  
En bas à gauche:  
Pierre Bézu.  
À droite  
photo du haut:  
Evelyne Bézu.  
À droite  
photo du bas :  
Pascale Goujon.



**N° 64 – 21<sup>e</sup> année**

Edité par l'IHS CGT 76

**Site:** [www.ihscgt76-lefilrouge.fr](http://www.ihscgt76-lefilrouge.fr)

**Tél.:** 09 82 40 45 19

Maison du Peuple 161,  
rue Pierre Corneille  
76300 Sotteville-les-Rouen

**N° ISSN:** 1625-4503

**N° Siret:** 7529047220028

**Directeur:** Jacky Maussion

**Responsables de la publication:**

Jacky Maussion, Alain Bozec,  
Sylvain Brière.

**Ont participé à ce numéro:** Sylvain Brière,  
Luc Bourlé, Alain Bozec, Jacques Defortescu,  
Jacky Maussion, la compagnie  
« Les mots à dire », le théâtre de la Bataille.

**Iconographie:** Jacques Defortescu,  
Patrick Maurières, Jean-Luc Weber,  
Pierre Largesse, Marie-Agnés Lallier,  
Lionel Makowski dit Mako, Jacky Maussion,  
Gilles Pichavant, mairie de Dieppe,  
mairie du Tréport, Olivier Poullet.

**Conception graphique:** Médiris

04 37 28 93 35

[www.facebook.com/agence.mediris](http://www.facebook.com/agence.mediris)

Numéro d'émetteur: 522992.

**Imprimerie:** ICS.



**T.L.C.**  
**Vacances**

VOS VACANCES NOTRE PASSION

LOCATIONS - VACANCES FRANCE

**Pensez à réserver,  
Le catalogue est sorti !**



**[www.tlcvacances.fr](http://www.tlcvacances.fr)**  
**02.35.21.69.63**